

Rouge

SUPPLEMENT
SPECIAL

L'enjeu
des cantonales

M1578 N° 1149 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

1 au 7 mars 1985

DE PARIS A NOUMEA

Plus la gauche trahit,
plus la droite
et Le Pen paradent



Les hommes du président

Par Michel Morel

Top départ ! Les hommes du président montent en ligne. Jean Riboud, familier de François Mitterrand, P-DG de Schlumberger (l'une des vingt premières entreprises mondiales d'après ses bénéficiaires) — et frère d'Antoine (P-DG de BSN-Gervais-Danone) — prend sa plume pour exposer deux faits qui, selon lui, déterminent notre avenir : le déclin de l'Europe, le danger que représente pour la pensée socialiste — et donc pour l'influence de la gauche et du PS sur les travailleurs — le chiffre de deux millions et demi de chômeurs en France. « Le Monde » publie en « une » ses réflexions et ses propositions : maîtriser l'inflation, accroître les investissements pour réduire le chômage. Rien de bien original dans le concert des « solutions à la crise » dont les résultats sont connus d'avance : nuls ou presque.

La pique est plantée au passage dans l'image du patronat de ce pays, plus porté à spéculer qu'à investir. Les Riboud, Schlumberger - Seydoux ont toujours contemplé de la hauteur de leur puissance industrielle et financière internationale, les préoccupations limitées aux frontières de leur pays, des troupes du CNPF... Mais la montée en ligne de Riboud, à la veille d'échéances électorales décisives, mérite d'être soulignée. Elle double la partitition de Bérégovoy qui vante, dans les colonnes de « la Tribune de l'économie », les bienfaits d'une « certaine relance industrielle ». Elle rappelle qu'une fraction significative du grand capital juge toujours la gauche au gouvernement comme la seule soupape de sécurité valide pour faire subir aux travailleurs les effets des restructurations. Leur choix ne date pas d'hier, mais du début des années soixante-dix. Ils estiment toujours qu'il est le seul fiable pour les années qui viennent. Ce type de soutien au président Mitterrand explique au passage les difficultés de la droite à lui trouver un remplaçant reconnu de tous. Il invite les travailleurs à se méfier, comme de la peste, de ces hommes de « gauche »-là. La morale de l'histoire est simple : la gauche à construire doit être anticapitaliste. C'est la seule que ne feront pas semblant de défendre ces Riboud-là.

OTAN répétition guerrière

Du 26 février au 13 mars, les gouvernements et les états-majors des pays membres de l'OTAN vont répéter le début de ce que pourrait être la troisième guerre mondiale.

Cet exercice baptisé « Wintex-cimex 85 » a officiellement pour but de tester les capacités de réaction des différents centres de décision à des scénarios dits de crise. Pendant deux semaines, généraux et politiciens vont ainsi travailler à partir de l'hypothèse d'une brusque attaque des forces du Pacte de Varsovie... Tout en se préparant de fait à prendre l'initiative d'un conflit, ils sauveront les apparences puisque l'Alliance atlantique, comme se plaît à le rappeler Reagan, est un système défensif.

C'est ainsi que les villes où sont implantés les centres de commandement de l'OTAN connaîtront dans les prochains jours une activité fébrile. C'est le cas de Bruxelles, le siège de l'OTAN, de Mons en Belgique où est installé le commandement allié pour le centre Europe, de Northwood en Grande-Bretagne pour la Manche, de Naples en Italie pour la Méditerranée, sans oublier Norfolk aux Etats-Unis pour l'Atlantique. En dépit des démentis, les stratèges de l'OTAN se préparent bel et bien à la troisième guerre mondiale.

12 MARS Mobilisation dans les écoles normales

Une coordination nationale a réuni, le 6 février dernier, quarante-neuf représentants d'écoles normales, à la Bourse du Travail à Paris.

Pour une partie des élèves-instituteurs, qui ont été recrutés avec un DEUG, le mouvement vise notamment à obtenir le paiement d'indemnités mensuelles (de l'ordre de 800 francs) qu'un certain nombre de conseils généraux se refusent à verser. Une pétition nationale adressée au ministère a recueilli 1 300 signatures.

Pour les autres, recrutés après le bac, l'action est engagée pour la défense d'une véritable formation professionnelle, excluant le transfert de la

formation des écoles normales vers les universités.

Les normaliens ont donc décidé, si satisfaction ne leur est pas donnée avant, d'organiser, mardi 12 mars, une mobilisation nationale. Ils ont, à cet effet, sollicité le soutien du SNI et du SGEN.

MORSANG-SUR-ORGE Chevenement-Zorro est arrivé

Le 13 février 1985, aux journaux nationaux d'Antenne 2, apparaît un reportage sous le titre « La lecture se porte mal ». Ce reportage effectué dans les classes de l'école Jean-Jaurès à Morsang-sur-Orge (Essonne) a amené des enseignants de cette école à constater la manipulation dont ils ont été l'objet.

L'école Jean-Jaurès, école vivante avec une équipe d'enseignants dynamiques, a servi à illustrer un thème « traditionaliste ». On ne savait pas pourquoi ils venaient, on pensait à nos moyens micro-informatiques.

« A l'interview, dit un enseignant, j'ai souligné qu'on ne pouvait pas faire un constat pessimiste. On m'a censuré car les reporters venaient en mission avec une idée préconçue, "la lecture se porte mal". » Pour illustrer leur thème correspondant aux directives « Chevenement », ils ont supprimé tout ce qui n'allait pas dans ce sens. Par contre, ils ont gardé la remarque d'une maman qui connaissait un cas d'enfant de troisième qui ne savait pas lire...

En fait, dit une autre enseignante, on a voulu démontrer que la solution à moindre coût passait par la relance de la lecture, alors qu'elle se pratique et qu'elle a toujours existé.

L'écramage de l'examen de sixième, autrefois, ne permettait qu'à un nombre restreint d'enfants de passer et ceux-là, bien sûr, « lisaient ». Aujourd'hui, tous les enfants entrent en sixième et la plupart savent lire. La lecture est une activité essentielle de l'école primaire, elle a toujours été très pratiquée, il n'y a rien de nouveau là-dedans. Mais il s'agit ainsi de satisfaire en apparence des parents qui sont aussi des électeurs.

Bien sûr, les enseignants n'ont pas visualisé le reportage qu'ils auraient pu contester. La quasi-unanimité des médias « découvre » ainsi qu'on va enfin s'atteler au vrai problème avec une solution miracle : la lecture. On a même comparé Chevenement à Jules Ferry (France-Inter, le 14 février dernier au matin).

Trompe-l'œil et complaisance. La grande misère de

l'Education nationale, la réduction du nombre d'enseignants, leur travail ingrat au milieu des consignes contradictoires, cela, bien sûr, on n'en parlera pas.

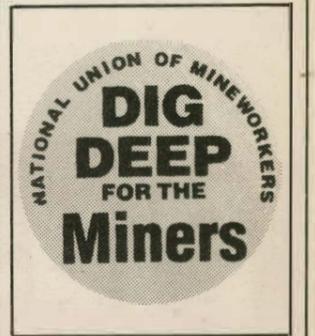
GRANDE-BRETAGNE Répression contre les mineurs

Plus de six cents mineurs sont licenciés après avoir été condamnés pour participation à des piquets illégaux ou simplement pour s'être opposés aux violences policières comme ces mineurs qui ont écopé cinq ans et trois ans de prison pour avoir voulu empêcher un flic de matraquer une femme de mineur dans un piquet. Cent trois mineurs sont en cours de procès pour avoir occupé une grue de déchargement du minerai à Port-Talbot (pays de

Galles du Sud) en octobre dernier.

La semaine dernière, c'est un militant du puits de Bold (près de Liverpool) qui a été condamné à trois mois de prison ferme. Dennis Pennington avait participé à une tournée de son syndicat en France fin octobre-début novembre, tant à Paris qu'en province. Soutenir la lutte des mineurs, c'est aussi condamner de tels dénis de justice et apporter notre soutien aux condamnés.

En défense de Dennis, écrire au syndicat : NUM Bold Branch, PO Box 7, 248 Whiteacre, Clock Face, St Helens Merseyside.



Jean Rous : de la SFIO au PS

Jean Rous est mort le 21 février. Né à Prades (Pyrénées orientales) le 24 Novembre 1908, avocat de profession, il fut successivement dirigeant du mouvement trotskyste de 1935 à 1939, membre du comité directeur de la SFIO après la Libération, secrétaire du congrès des peuples contre l'impérialisme de 1948 à 1956, cofondateur du Parti socialiste autonome puis du PSU. Il fut également conseiller du président du Sénégal Léopold-Sédar Senghor avant de revenir au comité directeur du PS de 1973 à 1977.

Jean Rous adhéra à la SFIO en 1928. Sensible à l'idée de l'unité d'action avec les militants communistes, il sympathisa bientôt avec les idées développées par le mouvement trotskyste, approuva particulièrement les leçons tirées de la victoire remportée en Allemagne par Hitler, face à une classe ouvrière divisée par ses deux partis socialiste et communiste.

Il adhère à la Ligue communiste en 1934. Délégué à la conférence internationale du mouvement trotskyste en juillet 1936, il est élu au secrétariat international. Il sera l'« envoyé » de la IV^e In-

ternationale en Espagne après du parti d'Andrés Nin, le POUM, mais ne parviendra pas à rapprocher les positions respectives des deux organisations.

Il se détache du mouvement trotskyste pendant la guerre et rejoint la SFIO en 1944. Membre du comité directeur, il démissionnera de ce parti en 1948 en raison de ses désaccords avec la politique coloniale.

Il réadhérera au PS et rejoindra (à nouveau !) son comité directeur, après le congrès d'Epinau. Il aura entretemps participé à la fondation de plusieurs mouvements politiques (du rassemblement démocratique révolutionnaire au PSU), et se sera surtout consacré aux problèmes coloniaux, entretenant des rapports suivis et confiants avec les dirigeants des principaux mouvements nationaux en lutte pour leur émancipation.

Parti du PS, pour revenir au PS après un itinéraire varié, Jean Rous fut de ceux qui ne purent affronter les tourments de la moitié de ce siècle, sans remettre en cause le marxisme révolutionnaire, ses choix, ses actes et son identification avec les intérêts de la classe ouvrière.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



DROITE-EXTREME DROITE

De Paris à Nouméa

La droite s'est emparée de la Nouvelle-Calédonie pour en faire un cheval de bataille contre le gouvernement. A la fois sur place, où elle prend pour cible le Haut-commissaire Edgard Pisani, et en métropole. Nouméa vient de connaître une démonstration réussie du RPCR, illustrant bien les écueils entre lesquels navigue cette formation et les divergences qui la traversent.

Pour la droite de Nouvelle-Calédonie, l'écueil vient, d'une part, des pressions des secteurs ultras, qui ne souhaitent qu'une chose, mâter les Kanaks comme cela s'est fait dans le passé, et, d'autre part, de l'intégration dans les projets gouvernementaux, même modifiés.

Devant les mesures d'expulsion décidées par Pisani et le rappel du capitaine Saffrey, le RPCR n'avait d'autre solution que d'organiser une mobilisation, à condition de pouvoir la maîtriser de bout en bout. Mais une mobilisation qui ne se transforme pas en un soutien au Front calédonien, très minoritaire, et qui ne se contente pas de narguer l'état d'urgence. D'où l'absence des cinq militants menacés d'expulsion dans le cortège et un style calqué sur celui des manifestations pour l'école privée. Cela résulte des consignes que sont venus apporter les émissaires du RPR.

Pour la formation gaulliste, il s'agit de construire autour de la Nouvelle-Calédonie un mouvement comparable à celui de 1984. Pour l'instant, les attaques sont concentrées sur la personne de Pisani, ménageant ainsi une marge pour une attaque ultérieure frontale contre le gouvernement et Mitterrand. Le délégué national du RPR aux DOM-TOM vient d'annoncer la publication d'un livre blanc sur Edgard Pisani, lui donnant « rendez-vous avec l'indignité nationale ». Les envoyés des journaux de

droite sont aux avant-postes de la bagarre pour faire plier bagages au délégué du gouvernement.

S'il restait un doute sur la démarche de la droite, il suffit de voir quels sont les thèmes qu'elle met en avant. « *La marche de la liberté* », appelée par Roger Laroque et Jacques Lafleur — mais non par Dick Ukeiwé, le chef du gouvernement territorial — au nom du RPCR a pour but « *d'en appeler à l'arbitrage du chef de l'Etat* ». Le RPR métropolitain en rajoute sur le thème des droits de l'homme bafoués. Obéissant au principe « *plus c'est gros, mieux ça passe* », les plumitifs de la droite et de l'extrême droite s'exercent à la description d'un Pisani isolé dans son bunker, protégé par une garde prétorienne (même si Pisani ne s'appelle pas Adolf), le comparent à un vulgaire dictateur d'Amérique du Sud, aux colonels grecs et aux généraux turcs.

Le RPCR compose avec sa base

Cette attitude va de pair avec une présentation des caldoches et du Front calédonien comme de pacifiques Français « dont le seul crime est de vouloir le rester », contre les bradeurs de l'empire

colonial. Même *Libération* leur accorde un regard indulgent.

Le RPCR, sous la tutelle du RPR, n'entend pas laisser une partie de sa base se faire récupérer par le Front calédonien ou le Front national. La manifestation caldoche de Nouméa est un compromis entre les différentes sensibilités, pour un front des caldoches contre Pisani, l'« homme seul ». Elle est en deça des déclarations du maire RPCR de Nouméa, Roger Laroque, envisageant des barrages sur les routes ou les aérodromes. On sait que Lafleur a tenté de trouver une porte de sortie honorable qui ne s'oppose pas aux expulsions et lui évite de garder sur le territoire cinq personnes qui sont autant d'épines dans son pied.

Le RPCR se trouve obligé de composer avec ces fractions d'extrême droite, comme la droite le fait en métropole. Il n'y a pas là un simple mariage de raison, une alliance contre-nature entre une droite propre et une extrême droite sale. Il est d'ailleurs significatif qu'un Charles Pasqua, dépêché à Nouméa, mène en métropole les négociations avec le Front national. Les uns comme les autres utilisent la Nouvelle-Calédonie dans le débat politique en France. Sur place, la base du RPCR n'a pas été en reste pour s'opposer aux droits et revendications du peuple kanak. Mais la réception de Nidoish Naisseline par Chirac à Paris montre cependant que le RPR veut garder au feu le fer de la négociation.

Le compte rendu des médias donne à croire qu'en Nouvelle-Calédonie ce sont les caldoches et la droite qui ont le vent en poupe et font l'événement, à l'instar d'un Le Pen. L'une des raisons de fond réside dans la politique mise en œuvre par le gouvernement qui opère de façon similaire dans les deux cas.

De reculade en reculade

Pisani, après avoir présenté son plan le 7 janvier, a mené des discussions avec le

FLNKS qui n'ont eu d'autre effet que de le faire lanterner et de le tromper. Le représentant du gouvernement continue de bafouer les droits légitimes du peuple kanak colonisé en lui réservant les coups les plus durs. Face à la droite, aux milices armées caldoches, on chercherait en vain autre chose que des effets de matamore.

Le Figaro s'est pourtant complu à décrire l'armement des caldoches (sept fusils par homme contre un fusil pour sept Kanaks) qui ne se limite pas à des armes légères. Les appels au meurtre se sont multipliés. Qu'a fait le Haut-commissaire en la matière? Quarante mois après l'assassinat de Pierre Declercq — dirigeant de l'Union calédonienne — et un mois et demi après celui d'Eloi Machoro, quel bilan Pisani peut-il présenter? La droite se fait fort de démontrer que, dans l'affaire du pique-nique de Thio, le général Debeir et Edgard Pisani étaient au courant et que l'intervention policière contre les tribus kanakes n'a pas été décidée par le seul capitaine Saffrey. Qu'en dit Pisani?

Les mesures d'expulsion prises après cette affaire, pour politiques qu'elles soient, ne permettent en aucune manière le démantèlement des milices caldoches. Le RPCR prend ces mesures comme un cadeau empoisonné: « *Pisani cherche à nous coincer. Il s'attend à ce que nous organisations une manifestation de masse qu'il interdira en vertu de l'état d'urgence et qu'il pourra faire réprimer. Cela lui donnera en outre un bon prétexte pour dissoudre l'Assemblée territoriale, et par conséquent le gouvernement du territoire, pour administrer ensuite celui-ci directement.* »

Ce scénario, même si sa première phase s'est révélée inexacte, n'est pas forcément abandonné. Mais il n'en reste pas moins que le gouvernement, à force de reculades, de promesses non tenues, laisse la droite construire un rapport de forces, en Nouvelle-Calédonie comme en France.

Jean-Jacques Laredo

NOUVELLE-CALEDONIE

L'heure de la rentrée

Le RPCR occupe la rue à Nouméa, violant une fois de plus l'état d'urgence. Mais l'échéance de la rentrée scolaire en Nouvelle-Calédonie le 1^{er} mars, vient rappeler que les militants du FLNKS demeurent mobilisés et déterminés.

Après avoir laissé planer le frisson de nouvelles émeutes, le RPCR a donc choisi un profil politique pacifique pour sa manifestation du 26 février. Drapeaux tricolores et tenues estivales pour la foule des caldoches — colons convaincus de leur droit de régner en maîtres sur le territoire — et pour une partie de la population originaire des îles du Pacifique. On trouvait un petit contingent de Kanaks — une centaine d'après *Libération* — ce qui suffit à la presse de droite pour parler d'une « foule

bigarrée et multi-ethnique ». Ce qui est bon pour la Nouvelle-Calédonie ne l'est pas pour la métropole. Le RPCR a fait sa manifestation et les portraits brandis étaient ceux du capitaine Saffray mais pas ceux des cinq militants d'extrême droite sous le coup d'une mesure d'expulsion. L'écho des manifestations dans les autres villes à forte communauté blanche, Bourail, La Foa, n'est pas aussi brillant : à peine deux cents personnes. Cela ne fait que souligner les limites des prétentions de la droite



caldoche à rassembler, sur ses mots d'ordre anti-indépendantistes, une vaste majorité de la population du territoire.

A l'issue de la manifestation de Nouméa, Jacques Lafleur, au premier plan depuis la visite de Pasqua, a annoncé que son mouvement était prêt à organiser aux environs du 15 avril un référendum sur la base des propositions avancées récemment devant le Sénat par Dick Ukeiwé. Les remarques sur les limites géographiques de la mobilisation de la droite ne font que mieux ressortir le peu de représentativité d'une telle consultation.

L'échéance de la rentrée scolaire

Pour l'heure, passée l'excitation du moment, les regards vont se reporter rapidement sur les conditions de la rentrée scolaire qui est prévue pour le 1^{er} mars. Les comités de lutte du FLNKS, présents dans l'ensemble des communes de Nouvelle-Calédonie, ont, dans le cadre des orientations tracées lors du congrès du 9 février, débattu des conditions de la rentrée.

Une forte volonté de boycott s'est manifestée devant l'absence de garanties pour la sécurité des enfants kanaks. Les pisses-copies de la droite ont échaudé une interprétation des décisions du congrès, accusant le FLNKS de vouloir organiser des attentats dans les écoles contre les enfants, alors qu'ils n'ont pas dit un mot sur les saboteurs de la mine du camp des Sapins, qui se sont avérés être des militants européens d'extrême droite.

Edgard Pisani doit effectuer une tournée des écoles en brousse, afin d'apprécier la situation sur le terrain. Son comportement et notamment la tolérance dont il fait preuve vis-à-vis des agissements de la droite caldoche n'augure pas d'un accueil chaleureux de la part de la population kanake. A un mois de son retour à Paris pour déposer

les conclusions définitives de son plan, Edgard Pisani est loin d'avoir un réglé-

ment en poche. Quant au FLNKS, il rappellera à tous ceux qui l'oublieraient, que

la Nouvelle-Calédonie ne se limite pas à Nouméa.

Jean-Jacques Laredo

De tous les coins de l'Hexagone

TOURS

Malgré le boycott de l'annonce du meeting, le mercredi 20 février, 170 personnes sont venues à la réunion animée par plusieurs membres du FLNKS et un représentant de l'association. L'AMFP, la FA, les JCR, la LCR et l'UJAFAI ont organisé cette initiative publique. Le PC et le PSU soutenant ce meeting étaient présents, un étudiant voltaïque de l'AEVF et un étudiant marocain de l'UNEM ont montré beaucoup d'intérêt pour la lutte du peuple kanak. Des messages de l'UNEF-ID et de la LDH ont été reçus à la tribune. Pour la première fois en France, des femmes du GFKE (Groupe femmes kanakes exploitées), organisation partie prenante du FLNKS, ont pu décrire concrètement la participation des femmes kanakes à la lutte pour l'indépendance, suscitant ainsi beaucoup de questions de la salle.

AMIENS

Le jeudi 21, la LCR a organisé une réunion-débat rassemblant près de quatre-vingt personnes, dont beaucoup de jeunes et d'étudiants étrangers. A la fin de ce meeting, une prochaine réunion était décidée pour fonder, dans l'unité la plus large, une antenne de l'association.

MARSEILLE

Le meeting du samedi 23 février a réuni 250 personnes. Un succès important obtenu grâce au concours actif du MRAP, du Front démocratique comorien, de l'Association des étudiants comoriens, de l'Amicale des travailleurs algériens en France, de l'ASTI, de la LDH, de Radio-Galère, des JCR, de la LCR et du PCML. L'assemblée, composée de nombreux Antillais et Comoriens, a participé à un débat riche et animé. Par leurs interventions, les militants de LO ont été perçus comme largement extérieurs à la lutte du peuple kanak. De nombreux contacts ont été pris avec les villes avoisinantes pour constituer un collectif régional pour l'indépendance kanake.

TOULOUSE

Le lundi 25 février, 508 personnes ont participé à un meeting, à l'appel du Collectif information et soutien à la Kanaky indépendante, soutenu par le PCF, le PSU, la LCR, LO, le PCI, la LDH, la CGT, la CFDT et la FEN.

Un représentant du FLNKS, de l'USTKE et de l'association lancèrent le débat et beaucoup de questions ont suivi. Les messages de l'ensemble des organisations parties prenantes de la réunion ainsi que celui du PS ont été lus à la tribune.

ORLEANS

Deux cents personnes sont venues au meeting préparé par la CFDT, le PSU, l'UTCL, la LCR, les JCR et le PCML. Sans approuver tous les termes du tract d'appel, la LDH et la FEN participaient à cette réunion publique. LO prononça un long réquisitoire contre le FLNKS et ses militants présents dans la salle ne participèrent pas à la souscription qui a rapporté mille francs. Une association locale de soutien va se créer.

METZ

Le Comité de soutien aux peuples en lutte, le PCF, la LCR et la Gauche autogestionnaire ont préparé unitairement la soirée-débat du jeudi 21 qui réunit cent trente personnes. La CGT s'est chargée de l'impression des tracts et des affiches d'appel. Une délégation s'est rendue auprès du sénateur PS de la région, de retour de Nouvelle-Calédonie, pour l'inviter à participer au meeting. Mais celui-ci a déclaré ne pas pouvoir se libérer.

MONTARGIS

Cinquante personnes ont participé au débat animé par un membre du FLNKS et un membre de l'association. D'anciens ressortissants de Nouvelle-Calédonie ont pu décrire la réalité du système de domination coloniale.



Prolongation jusqu'au 15 mars

EN SOUSCRIPTION 50 F.

le livre de Claude Gabriel et Vincent Kermel
Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake.

L'objectif de ce livre se veut modeste: contribution solidaire à la lutte du peuple kanak en présentant les grands traits de l'histoire de la longue révolte kanake contre le colonialisme.

Cependant, il est indispensable pour aider à comprendre ce qui aujourd'hui occupe la première place dans les médias: l'affrontement d'un peuple pour la revendication de son indépendance.

Par la présentation des fondements économiques de l'oppression et de l'exploitation coloniales, la spoliation des terres, l'apartheid calédonien, l'évolution du mouvement politique kanak de l'intégration à la revendication d'indépendance, les auteurs apportent une contre-information aux "vérités" journalistiques des grands moyens d'information - presse, radio, télévision-. Les derniers chapitres sont consacrés à l'après 81 et l'évolution vers le conflit ouvert entre le FLNKS et l'état colonial français.

50 F au lieu de 65 F jusqu'au 23 février 1985.
A retourner à: PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Je commande exemplaires de Nouvelle-Calédonie: la révolte kanake, à 50 F l'exemplaire.
Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.
 NOM
Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 F pour les frais d'expédition.
NOM
N° et rue
Code postal et localité
Je joins mon règlement de F (chèque à l'ordre de PEC).

DERAPAGE

Le Pen divise la droite

RPR et UDF sont divisés. La montée de Le Pen leur impose de clarifier leur attitude à son égard. Sur ce sujet, les porte-parole de la droite multiplient les déclarations contradictoires. Ils cherchent à sortir du piège tendu par Mitterrand. Utilisant la montée de Le Pen, il en use comme d'un chien dans le jeu de quilles de la droite. Malgré l'habileté manœuvrière du président, la montée de l'extrême droite se retournera contre lui. Et contre le mouvement ouvrier.

La droite traditionnelle est gênée par Le Pen. Si la progression de l'extrême droite continue, les suffrages du Front national seront indispensables pour constituer une future majorité législative en 1986. Une alliance avec ce courant peut provoquer un sursaut et un rejet de l'électorat. Mais surtout, les états-majors du RPR et de l'UDF cherchent un moyen de déjouer le piège de Mitterrand. Donnant un sacré coup de pouce à Le Pen, notamment par l'accès libre à la télé et à la radio, le président veut s'en servir comme d'un levier pour diviser la droite et la rendre plus dépendante encore d'un allié encombrant et extrémiste.

Les voix discordantes de la droite

Pierre Méhaignerie, dirigeant UDF et CDS, déclare le 21 février que Le Pen est « un adversaire et un concurrent », après que Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, ait affirmé exactement l'inverse. Le 20 février, le bureau politique de l'UDF se préparait à « mettre en garde contre Le Pen ».

Plus spectaculaire encore, Jacques Chirac, le 26 février lors d'une conférence de

presse, affirme que « la ligne du RPR est claire, elle consiste à ne prévoir aucune espèce d'alliance avec l'extrême droite, même pas au niveau local ». Le même disait à l'émission Face au public du 20 février que le RPR « ne s'alliera jamais avec des gens dont il ne partage pas l'idéologie » et estimait que le Front national représentait « un danger pour la démocratie ».

Le secrétaire général du RPR, Jacques Toubon, interprète à sa manière les propos du président du mouvement. Dans une interview à Libération du 27 février, il exprime des idées à peu près inverses. Toubon déclare ne pas vouloir combattre les « thèses » du Front national. Il confirme quelques « rarissimes » accords locaux avec Le Pen, comme à Nice et dans les Alpes-du-Sud. Puis, s'agissant de la future majorité parlementaire de 1986, il estime que « ceux qui veulent soutenir cette politique [l'accord RPR-UDF, NDLR] sont avec nous. Ceux qui sont contre sont contre nous, et chacun se détermine ». En bon français, cela veut dire bras ouverts aux députés du Front national.

Philippe Seguin, député RPR des Vosges, considéré comme un jeune loup du mouvement, disait quant à

lui que « l'opposition, et particulièrement ses leaders, devraient au plus vite s'engager dans une déclaration commune à ne gouverner ni avec les socialistes ni avec Le Pen ». Et d'ajouter, par amour du paradoxe : « Voter Le Pen, c'est voter contre l'alternance et donc pour les socialistes. »

Raymond Barre, parlant à Marseille dans la même salle et devant un public aussi nombreux que le leader du Front national, condamnait Le Pen pour ses « propos outranciers », ses « attitudes excessives » et sa « grande gueule ».

L'interpénétration

Réellement divisée, la droite est d'accord sur un point : dénoncer la manœuvre de Mitterrand. Chirac, le 26 février, le fit en termes intestinaux chers à Le Pen : « Quand on s'est prostitué avec le PC, on n'a aucun droit de porter un jugement à l'égard de quiconque sur des problèmes d'alliance avec les extrémistes. »

Mais ce genre de bordées ne suffit pas. L'osmose idéologique est en cours. Le Club de l'Horloge, les transfuges des groupes néofascistes, ont essaimé dans les états-majors RPR et UDF. Les thèmes anti-égalitaires, élitistes et ceux du racisme biologique dépassent largement les frontières étroites des intellects microscopiques de la bande à Le Pen.

La radicalisation politique de la droite se fait autour de ces références qui diluent les frontières politiques. Chirac ne défendait-il pas à la télé le 20 février l'inévitabilité de la torture en Algérie, dédouanant Le Pen en reprenant ses propos ?

Pour se convaincre de ces liens politiques, il suffit de considérer la facilité avec laquelle le RPR de Nouméa s'est mobilisé pour défendre les membres du Front calé-

● Marseille.

Le 20 février, Le Pen tenait un meeting. Le matin, cent cinquante lycéens participèrent à une manifestation appelée par les comités antifascistes et soutenue par les JCR.

A 18 heures, deux cents personnes défilèrent avec la LCR et les JCR avant de rejoindre un rassemblement appelé par une vingtaine d'associations. Six cents personnes assistaient ensuite à un meeting avant de défiler à nouveau. Après la dispersion, une centaine de manifestants s'est heurtée aux flics présents en nombre pour protéger le meeting du Front national.

Le journal local du PCF résuma l'ensemble de la journée antifasciste en ces termes : « Trois cents malheureux gauchistes sans doute manipulés par le spectacle et fort heureusement chassés par les forces de l'ordre, après de timides

jets de mini-cocktails molotov. » Le PS ne fit rien non plus, sinon donner la salle à Le Pen après avoir refusé toutes les salles de Marseille au représentant de l'OLP. Et le mouvement syndical ne prit pas d'initiatives. C'est dans ces conditions que Le Pen a pu réunir quatre mille de ses partisans (soit mille de plus qu'en juin dernier).

Dans l'objectif de favoriser la formation d'un courant antifasciste de masse, la LCR soutient la constitution d'un collectif de personnalités locales capable de mobiliser au-delà des centaines d'antifascistes prêts à descendre dans la rue.

● Louviers.

Pour la première fois, le Front national s'est manifesté en appelant à une réunion autour de son leader local, Carl Lang. Malgré le caractère volontairement confidentiel de l'initiative, une ample riposte

s'est organisée. Sept mille tracts ont été distribués par le Comité d'action de gauche (CAG), le groupe Nous, la CFDT, la FEN, le PS, le PSU, la LCR.

La manifestation organisée le jour de la réunion d'extrême droite fut une démonstration d'unité parfaite. Bien que ne figurant pas parmi les organisateurs initiaux, le PCF et la CGT avaient finalement rendu public leur propre appel. Trois cents personnes (parmi lesquels de nombreux jeunes et immigrés) se sont donc retrouvées dans la rue. Un succès inégalé depuis bien longtemps. Il y a deux mois, une manifestation syndicale unitaire sur l'emploi n'avait regroupé que cent cinquante personnes. De son côté, le FN ne réunit péniblement que cinquante émules, dont une vingtaine d'hommes de main extérieurs à la ville.

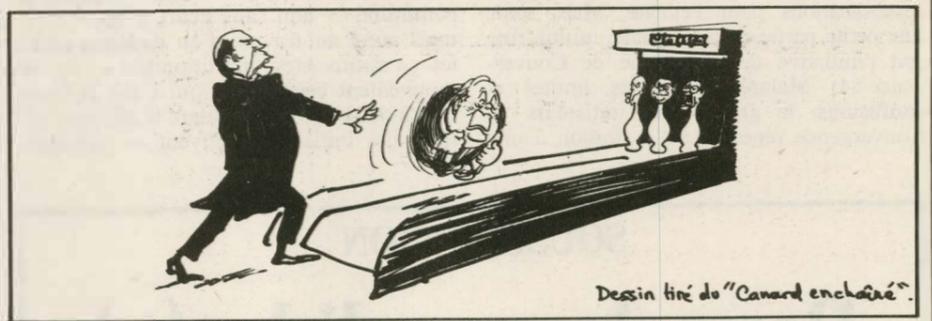
donien, véritable section calédonienne du Front national. Et c'est Charles Pasqua, porte-parole public de l'ex-SAC, qui fit le trait d'union entre les mouvements à Nouméa comme il le fait à Paris, par les négociations semi-clandestines

entretenu avec Le Pen.

Le projet de Mitterrand est de faire le tri entre une droite propre et une extrême droite sale. Il aboutira à renforcer l'extrême droite. Car les frontières politiques se dissolvent et, à ce jeu, la banalisation de Le Pen ne

sert qu'à une meilleure propagation de ses thèmes à forte connotation raciste et fasciste. Si la droite est divisée, elle s'accommodera fort bien, le temps venu, des suffrages de Le Pen. Ne restera qu'une pomme de discorde.

Jean Lantier



Attaque fasciste à Rouen

Trois jours après son inauguration (voir page 11), le nouveau local de la LCR et des JCR à Rouen vient d'être attaqué par l'extrême droite. Lundi soir, vers 22 heures, quelques soudards pénétraient par effraction dans le jardin d'une maison voisine et balançaient une grenade à plâtre sur le flanc du bâtiment. Ils déposèrent ensuite, devant la porte donnant sur la rue, quelques pneus imbibés d'essence et y mirent le feu. Les dégâts sont minimes. Les protections prises contre ce genre d'exactions

des nazillons ont été efficaces.

A Rouen, la Ligue commence à avoir une certaine habitude des agressions. La dernière en date, contre l'ancien local, s'était produite en septembre dernier. En décembre, des membres musclés du Front national agressaient des camarades de la LCR et des antifascistes, à la suite du procès qui avait été intenté à leur organisation et venait de se dérouler.

L'heure à laquelle l'attaque a été commise paraît quelque peu bizarre. 22

heures, c'est vraiment tôt. En début de soirée, non loin de là, au Havre, Le Pen n'avait pu tenir son meeting, faute de salle. Une contre-manifestation venait de rassembler plus de mille cinq cents antifascistes. Pour revenir dans la région parisienne, les troupes du Front national ont-elles traversé Rouen ? S'y sont-elles arrêtées ?

Il faut renforcer encore la mobilisation de toutes les organisations ouvrières et démocratiques, de tous les anticistes contre les agressions de l'extrême droite.



S.O.S.-RACISME

«Touche pas à mon pote»

SOS-racisme vient de tenir sa première conférence de presse. En quelques mois, cette association, née avant la marche de Convergence 84, a tracé son sillon, imposé son badge et son slogan « Touche pas à mon pote » à des milliers de jeunes. Elle organise aujourd'hui quatre initiatives contre le racisme.

La rapidité du succès de SOS-racisme étonne tout d'abord. Réussir en trois mois à « créer un courant d'opinion », à travers le symbole de la main levée contre le racisme, épinglée sur trente mille antiracistes (particulièrement dans les lycées), réunir au sein d'un comité de parrainage des personnalités telles que Coluche, Michel Hidalgo ou Bernard-Henri Lévy ou Christian Delorme, l'un des initiateurs de la marche des Minguettes en 1983, obtenir une abondante « couverture » des médias, c'est assez rare sur ce terrain.

Une chose est sûre cependant : ce qui a redonné force et vigueur au mouvement antiraciste, c'est bien d'abord la mobilisation des jeunes immigrés et l'impact qu'elle a produit sur l'ensemble d'une jeunesse qu'on a cru un peu trop vite désabusée et apolitique. Le badge de SOS-racisme a répondu à cette volonté d'une affirmation publique quotidienne en réponse à la banalisation du racisme et aux scores de Le Pen.

La réponse à un vide

La deuxième raison du succès de ce mouvement, c'est le vide qui a succédé aux mobilisations de 1983 et 1984. Après la marche de 1983, on a vu se développer des associations de jeunes immigrés, lieux de regroupements, centres d'initiatives locales, face aux décisions de la justice ou aux crimes racistes antijeunes, lieux aussi de revendications pour l'égalité. Mais, seule une petite partie de cette réalité multiforme prit l'initiative de la marche de Convergence 84. Malgré toutes ses limites et confusions, le groupe des initiateurs de Convergence répondit à l'aspiration à une

nouvelle expression centrale contre le racisme et pour l'égalité. Plus encore que l'année précédente, celle-ci fut largement marquée par la participation de jeunes. Depuis, toutes les manifestations locales anti-Le Pen sont marquées par le même phénomène.

Le projet de Convergence 84 ne dépassa pas la marche. Aucune proposition d'organisation, de rassemblement ne fut formulée à l'issue du 1^{er} décembre. SOS-racisme a bénéficié très exactement d'une place régulièrement vide qui peut dès lors être occupée par le premier groupe répondant, à un moment donné, à cette volonté d'expression permanente, de mobilisation soutenue.

Le discours et les formes du lancement de SOS-racisme comportent aussi des limites qui font craindre la réédition des schémas traditionnels débouchant sur des lendemains sans perspectives.

Comme Delorme en 1983 et Convergence 84, SOS-racisme a le sens du symbole et de l'utilisation des médias. Cela ne saurait pourtant suffire à construire quelque chose de solide et de durable. Car, ceux qui ont « fait » la réussite des marches de 1983 et de 1984, ce sont les milliers de jeunes Beurs qui se sont organisés et qui ont mobilisé autour d'eux. Ce sont les collectifs antiracistes qui se sont mis en place localement à partir de militants des ASTI, du MRAP, des organisations politiques locales — l'extrême gauche le plus souvent. C'est la rencontre entre ces deux « réseaux » autour d'une expérience commune — non sans heurt il est vrai — mais aussi au travers d'un dialogue entre les « antiracistes traditionnels » et le mouvement beur. Et ce qui a fait la force de ces deux marches, malgré le discours officiel des initiateurs, souvent en décalage,

c'est la volonté de lutte contre le racisme, contre Le Pen pour l'égalité des droits, contre la politique des partis de gauche au pouvoir dans ce domaine.

Dans ces conditions, contourner le mouvement d'auto-organisation des jeunes immigrés, contourner tous les réseaux locaux et les associations organisées contre le racisme et pour la solidarité avec les travailleurs immigrés, expliquer que « les antiracistes n'ont plus de discours cohérent et structuré parce que historiquement ils ne se situent que dans le négatif et la dénonciation », mettre dans le même sac les partis de gauche — « qui ont peut-être une responsabilité dans la montée et la banalisation du racisme » (peut-être ?) — et

aux gens convaincus » qui prenait aussi pour cible les « antiracistes traditionnels » et qui aboutit à la démobilité après la marche.

SOS-racisme ne débarque pas sur un terrain vierge et une certaine naïveté apparente peut cacher une volonté politique de ne pas poser les deux problèmes de l'heure : les voies de construction d'un front permanent contre le racisme et le contenu des mobilisations sur cette position. Or, la dynamique inévitable de toute mobilisation antiraciste aujourd'hui est de rechercher les raisons profondes, politiques de la montée du racisme et de l'extrême droite, de poser systématiquement et avec obstination la question d'un mouvement permanent.



l'extrême gauche — « qui intervient avec des gros sabots » —, ça plait sans doute aux médias, mais ce n'est pas très sérieux. Surtout quand on sait que SOS-racisme est animé essentiellement par des militants du Parti socialiste.

Le risque du feu de paille

De ce point de vue, l'expression publique de SOS-racisme ressemble aux discours de certains initiateurs de Convergence 84, à la fin de la marche. Qu'on se rappelle le ton du discours de Farida Belghoul à Paris le 3 décembre dans sa « Lettre

Les deux initiatives importantes organisées par SOS-racisme (un concert le 27 avril à Pantin, et des assises des jeunes contre le racisme à l'automne) seront inévitablement l'occasion d'importantes mobilisations. Elles seront également des lieux de confrontation pour avancer, marquer des points face au racisme, affirmer la revendication de l'égalité, pas simplement dans les mots mais en actes. C'est dans ce cadre que la LCR et les JCR s'inscriront dans ces initiatives.

Hélène Viken

♦ Sos-racisme : 19, rue Martel, 75010 Paris. Tél. : 246 53 52.

SOUSCRIPTION

Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la pers-

pective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

Suite de la page 7

syndical et travailleur de Vallourec. Un appel circule dans le village dont il est originaire pour développer le soutien. Ici, chaque village du canton a son candidat. Celui du village voisin est le notable PS. Un des candidats de droite est maire et patron d'usine au village plus loin. « Il est temps de réagir, lit-on sur les affiches de la campagne locale de la LCR. *J'en ai marre de l'austérité, du chômage, des salaires de misère, je vote Guy Rey !* »

Les candidats de la LCR sont des militants ouvriers connus et reconnus là où ils se présentent. « Je n'ai pas honte, explique Jean-Paul Valette, candidat de la Ligue à Sarlat, quand les copains écrivent qu'ils présentent un militant syndicaliste qui, depuis dix ans, a été avec son organisation de toutes les luttes qui ont marqué la vie sarladaise. A Sarlat, la Ligue trouve son origine dans le Comité d'action du Sarladais de 1968. Dans les années qui ont suivi, une partie des militants ont rejoint la Ligue (...) Il y a eu des départs (...) Dans cette campagne, nous en retrouvons un bon nombre qui nous donnent un coup de main. »

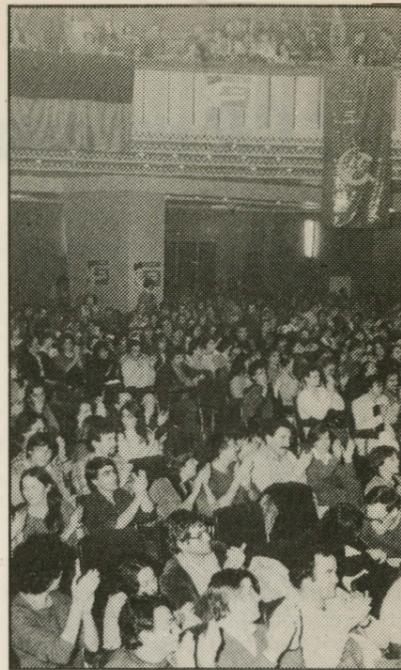
Philippe Legrand se présente pour la LCR à Lille-Est. Il n'est pas inconnu non plus des électeurs du canton, note la presse locale. Candidat aux législatives de 1981, aux municipales de 1983, postier, il habite le canton depuis quinze ans et a même travaillé au bureau de poste local. « Le budget du conseil général, explique-t-il, s'élève à cinq milliards de francs. Des choix politiques doivent être faits : consacrer toujours plus d'argent aux restructurations, c'est continuer à en supprimer à l'aide sociale (...) et augmenter les impôts locaux. »

A Dreux, la candidate de la LCR accorde évidemment une large place dans sa campagne à la dénonciation du racisme du Front national. Des militants antiracistes participent à la diffusion du matériel de campagne. Des sympathisants de la Ligue, certes, mais aussi des travailleurs qui partagent certaines de nos idées et n'avaient pas encore franchi le pas de travailler avec nous. A

Dreux, la mobilisation est en cours contre le prochain meeting des « Le Pen ». Le Front national colle à tour de bras. Mais ses affiches restent peu visibles, recouvertes rapidement par celles du PC, du MRAP ou de la LCR. Pourtant, pas plus le PC que le PS n'ont décidé pour l'instant de participer à la manifestation anti-Le Pen qui s'annonce déjà massive !

Dernière image enfin des remodelages en cours dans le mouvement ouvrier, qui diffère des exemples cités ci-dessus : Perpignan. La dernière assemblée générale des travailleurs de Bella en lutte vient de décider de présenter des candidats dans six cantons pour rassembler les forces de ceux qui luttent contre le chômage et coordonner leurs batailles.

Alors, les cantonales, un galop d'essai pour les législatives ? Certes, et une première image des conditions locales très différentes dans lesquelles se rassemblent ceux qui choisissent de rester à gauche et le mettent en pratique.



Rouge

Supplément au n° 1149
du 1 mars 1985
PAF: 2F

L'enjeu des cantonales

L'apparent climat d'indifférence qui règne autour des élections cantonales de doit pas tromper : l'enjeu, dans les limites étroites des élections, est loin d'être négligeable.

Tout d'abord, pour les grands partis politiques, il s'agit d'investir des centres de pouvoir tout à fait décisifs. Entre les municipalités et les futures assemblées régionales — sans parler du Sénat et de l'Assemblée nationale —, les conseils généraux constituent les relais indispensables pour mettre en orbite les « notables » de tous bords. Derrière la façade anodine des « intérêts locaux », tellement mise en avant à l'occasion de ces élections, ce sont en fait les appétits politiques qui se déchainent librement.

Mais, on le verra au lendemain des élections, lorsqu'il s'agira de commenter les résultats, le véritable enjeu est de tester les rapports de forces politiques centraux. En ce sens, les cantonales, fondamentalement, constituent le tremplin pour les prochaines élections législatives et régionales, le préambule de 1986.

C'est pourquoi, partout où c'est possible, il est nécessaire que le maximum de voix ouvrières se portent sur des candidats représentatifs de ce que devrait être une vraie gauche. C'est-à-dire des candidats résolument hostiles à la droite et au patronat, non compromis dans les capitulations du PS et du PCF.

Des candidats qui, comme ceux de la LCR, combattent la politique d'austérité du gouvernement, luttent pied à pied contre les attaques patronales, qui s'opposent à la volonté de retour de la droite. Des candidats qui, dans les luttes et les élections, dans les conseils généraux et le combat quotidien, seront porteurs des intérêts des travailleurs.

**Ne laissez pas
la gauche
trahir vos espoirs,
la droite et le Pen
en profiter**

**Affirmez
une gauche
qui ne capitule pas**

**Votez pour la candidature
soutenue par la LCR**

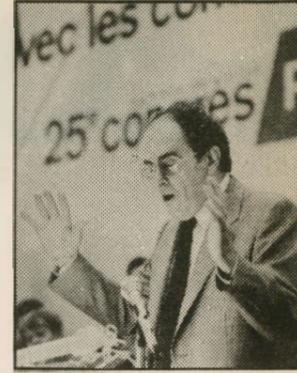
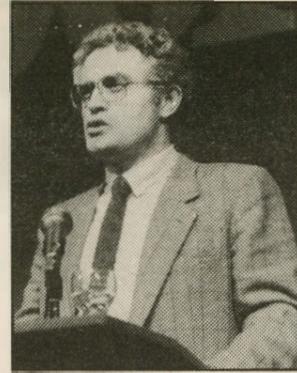
Ligue communiste révolutionnaire
française de la Quatrième Internationale

ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F		Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F			Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F		Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F		Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél: 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F		

Abonnements par avion : nous consulter

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Combattre leur politique anti-ouvrière

Mitterrand et Fabius n'ont que deux mots à la bouche : modernisation et rassemblement.

« Modernisation » ? Dans un système capitaliste, cela veut toujours dire soumission aux impératifs du profit patronal ! On l'a vu dans la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, l'automobile : au nom de la « modernisation », on a jeté sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs, on a fermé des usines, ravagé des régions entières. Pourquoi ? Pour être « compétitifs », c'est-à-dire dans l'espoir de préserver, face à leurs concurrents, les profits des patrons français sur le marché mondial.

« Rassemblement » ? Selon les critères politiques bourgeois, cela veut toujours dire sacrifier les travailleurs à un fallacieux « consensus national » qui

n'est jamais que le masque des intérêts de la classe dominante ! On l'a vu à propos de l'école privée, des accords avec le CNPF, de toute la politique gouvernementale : à chaque fois, le prétendu « compromis » se fait au profit des possédants et des privilégiés, sur le dos des travailleurs.

Appelons les choses par leur nom. La prétendue « modernisation », c'est la soumission au patronat. L'illusoire « rassemblement », c'est l'ouverture à droite.

La traduction de cela, c'est le long catalogue de mesures gouvernementales qui tournent le dos aux intérêts des travailleurs.

D'un côté : les profits patronaux qui croissent, la Bourse qui se porte merveilleusement bien.

Le PCF: pas responsable ou irresponsable

Georges Marchais se démène comme un beau diable pour expliquer que le PCF n'a aucune responsabilité dans la situation. Une bonne part du XXV^e Congrès a été consacrée à développer cette idée.

Allons donc ! Blanc comme neige, le PCF ? Lui qui a participé durant trois années au gouvernement, lui qui, à ce titre, a été partie prenante de toutes les mesures politiques de celui-ci. Innocent, Marchais ? Lui qui a expliqué que le bilan de quelques mois du gouvernement était plus positif que celui du Front populaire et de la Libération, qui a déclaré qu'il n'avait pas de divergence avec la politique étrangère de

Mitterrand. Habitué à taxer les autres d'irresponsabilité, voici que le PCF revendique pour son propre compte la « non-responsabilité ».

Ainsi, cette direction — celle d'un « parti de gouvernement » — refuse de tirer un vrai bilan de trois années de participation au gouvernement. Ainsi, cette même direction se lave les mains de la situation présente : pour elle, la page est tournée, la « période est close » ! Aux travailleurs de se débrouiller en ce qui concerne la centralisation des luttes face à l'austérité, et pour ce qui est de l'échéance décisive de 1986...

Beaucoup d'irresponsabilité, en effet !

Le budget militaire français

142 milliards en 1984, 150,2 milliards de francs en 1985.

En 1984, les armements ont pris la première place dans les exportations françaises (40 milliards de dollars contre 32 milliards de dollars en 1983).

De l'autre :

- la baisse du pouvoir d'achat et un chômage qui atteint des niveaux vertigineux ;
- des TUC pour les jeunes, des demi-emplois pour des demi-salaires ;
- du temps partiel et des mesures natalistes pour les femmes ;
- les formations bidons pour les licenciés ;
- la flexibilité maximum du travail ;
- la suppression des indemnités aux chômeurs longue durée ;
- le « droit au retour » pour les immigrés, la chasse au faciès, l'interdiction du regroupement familial et les expulsions.

Et en prime,

- un budget militaire qui ignore restrictions et austérité ;
- l'approbation de Mitterrand au déploiement des Pershing et Cruise en Europe ;
- les troupes françaises au Tchad, au Liban et en Nouvelle-Calédonie...

Cette politique-là n'est ni moderne ni rassembleuse. Ce n'est pas une politique de gauche !

Il faut dire non à leur politique de chômage et d'austérité ! Pas une voix ouvrière pour approuver leur politique !

La LCR en campagne

Les candidatures aux cantonales ne sont pas une fin en soi. Ce sont plutôt des « galops d'essai » pour les législatives de 1986 dont l'importance politique sera décisive. Une trentaine de candidats en France sont présentés par la LCR ou soutenus par celle-ci en accord avec d'autres courants ou forces politiques. Dans les deux cas, notre volonté politique est identique : rassembler tous ceux qui sont restés les farouches défenseurs des espoirs de mai 1981.

Il n'y a pas de recette. Les candidatures unitaires dont nous sommes partie prenante à Marseille ou à Hérouville-Saint-Clair, dans la région de Caen, ne se ressemblent guère. Elles donnent des images différentes des réflexions des travailleurs, des militants et des jeunes aujourd'hui. Mais toutes illustrent un parti-pris unique : défendre les intérêts des travailleurs et des jeunes contre le racisme, l'austérité de gauche, les dégâts de la droite et du capital, contre toutes les manœuvres d'états-majors, les concessions sans frontières et les compromis sans principes de la gauche « officielle ».

A Marseille, les militants d'associa-

tions antiracistes, antifascistes, ceux du PCML, de la LCR, du Parti humaniste, des écologistes ont décidé de présenter des candidats en commun dans cinq circonscriptions. Un candidat commun à la LCR et au PCML se présente dans une sixième circonscription. Candidatures d'autant plus importantes que « les Le Pen » font des dégâts dans la cité phocéenne. Aux européennes, les candidats du Front national ont réalisé des scores qui les mettent à égalité avec la droite parlementaire quand ils ne les devancent pas. Dans les rangs des organisations ouvrières, PS et PC, la désorientation fait des ravages.

C'est bien entendu l'antiracisme qui a d'abord réuni, sur le terrain, dans les quartiers et dans les écoles, les militants des organisations déjà citées, les jeunes Français et immigrés de la seconde génération qui veulent prendre la parole ensemble, contre le fléau de la haine raciale. Lutte contre le chômage, bataille pour les trente-cinq heures, soutien au peuple kanak complètent la trame de l'engagement commun.

A Hérouville-Saint-Clair, non loin de Caen, le candidat de l'association « Changer vraiment maintenant » est

soutenu par les Verts et par la LCR, « contre la droite revancharde, face à une gauche qui capitule ». L'association a déjà une tradition sur la localité. Elle siège au conseil municipal. La campagne cantonale permettra aux courants politiques qui la soutiennent de développer l'action sur les problèmes de l'habitat, des politiques dites de « rénovation » qui facilitent la hausse des loyers et renforcent une sélection sociale déjà lourde pour l'accès à des logements convenables. Le candidat de l'association rappellera aussi les campagnes auxquelles celle-ci a participé ces derniers mois : contre Reagan, contre le racisme.

Là où la LCR présente des candidats sous son propre sigle, des militants, des travailleurs participent à sa campagne sans *a priori*. « Nous n'avons pas toutes vos idées, mais nous voulons faire campagne avec vous », ont expliqué des habitants du canton de Raucourt, dans la région de Sedan, au candidat de la Ligue. Celui-ci est d'ailleurs membre du conseil municipal d'Angecourt, militant

Suite page 8



Construire une force anticapitaliste

Sanctionner la gauche sans faire le jeu de la droite.

Combattre la droite sans cautionner la « gauche » officielle, c'est possible !

Nous devons nous efforcer que ça devienne de plus en plus possible ! Comment ? Par l'affirmation d'une force résolument anticapitaliste, d'une vraie gauche, pas trempée dans la politique gouvernementale et encline à la capitulation. Cette gauche-là, c'est toutes celles et tous ceux, travailleurs, militants, organisations et groupes qui partagent cette même optique.

Nous sommes nombreux à tirer les leçons de quatre années de politique du gouvernement dit de gauche, du soutien que lui ont apporté le PS, le PCF, le PSU et les directions syndicales. Nous sommes nombreux à refuser que la droite fasse ses choux gras des trahisons de cette gauche-là.

Pas question de céder au découragement et à l'écœurement, de dire à nos collègues de travail, à nos voisins : « C'est foutu ! Il ne reste plus qu'à baisser les bras... » Car, justement, beaucoup de choses dépendent de nous. Nous sommes dispersés dans de multiples lieux d'intervention, nous sommes séparés par des histoires différentes et des appartenances politiques et syndicales diverses, peut-être opposés sur de multiples problèmes. Pourtant, nous partageons des réactions communes par rapport à la situation présente : la même colère devant le gâchis provoqué par la politique menée durant quatre ans par les directions du PS et du PCF, la même révolte devant l'arrogance de la droite et du patronat, la même inquiétude devant la montée du racisme et du chauvinisme.

Réagissons ! Partout, dans les entreprises, les localités, regroupons-nous, prenons des initiatives, faisons entendre notre voix.

Militants syndicalistes, membres du PCF, du PS, d'organisations d'extrême gauche, militants associatifs ou écologistes, notre diversité peut constituer, demain, une force. Parce que notre volonté, si elle s'affirme unitairement, peut irriguer très rapidement des milieux divers où règne aujourd'hui le désarroi. Cette force, pour qu'elle se

dresse, doit se fixer des objectifs d'action. Ceux-ci ne manquent pas...

- **Luttons, ensemble, contre l'austérité et le chômage !**
- **Luttons, ensemble, contre la montée du racisme et la progression des idées fascistes !**
- **Luttons, ensemble, pour le soutien à la lutte des peuples opprimés !**

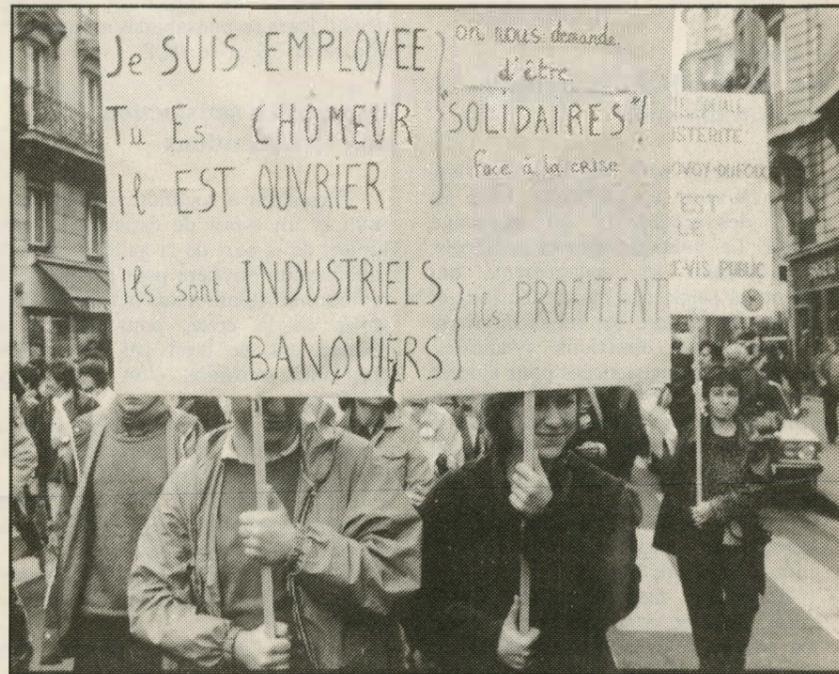
Voici des thèmes qui témoignent d'une évidence : la nécessité de construire dans l'unité une force capable de mener ces combats. Cette force, c'est à nous, qui sommes convaincus de la légitimité de tels combats, de la construire ! Personne d'autre ne le fera à notre place...

A l'occasion des élections cantonales aujourd'hui, régionales et législatives demain, commençons à faire entendre notre voix. En soutenant les candidates et les candidats qui ne sont pas compromis dans la politique gouvernementale, qui défendent une politique clairement anticapitaliste de soutien sans faille aux intérêts des travailleurs. En montrant aux représentants du PS et du PCF, pour lesquels nous sommes amenés à voter pour voter contre la droite, que nous n'approuvons pas leur politique, que nous la condamnons.

Au-delà des élections, travaillons à construire une force unitaire, anticapitaliste, qui permette d'affronter les problèmes de l'heure. Une force qui s'oppose aux projets de la droite et aux capitulations de la gauche.

Pour nous, LCR, telle est la voie vers un projet plus ambitieux : la construction d'un nouveau parti des travailleurs. Pour empêcher de nouveaux échecs, il faut tirer jusqu'au bout les leçons de l'expérience en cours : le PS et le PCF, malgré leurs discours, sont bien incapables de réaliser le changement, parce qu'ils ont renoncé de longue date à s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour aller au socialisme. Leur socialisme à eux, c'est tout carton pâte !

Face à la bourgeoisie, à son Etat, il faut un nouveau parti prêt à s'engager l'affrontement, prêt à aller jusqu'au bout dans la défense des intérêts des travailleurs. C'est ce parti révolutionnaire que toutes celles et tous ceux qui veulent une société nouvelle, libérée de l'exploitation et de toute forme d'oppression, doivent construire. C'est cette tâche à laquelle, nous, LCR, nous nous attelons. Nous voulons le faire avec toutes celles et tous ceux qui sont convaincus de cette nécessité.



Imposer une vraie politique de gauche

La gauche gouvernementale a la mémoire courte, elle a oublié les bases minima d'une politique de progrès. En fait, elle a renié ses propres engagements, pourtant déjà bien timides.

Alors, rafraichissons-lui la mémoire ! Rappelons-lui les priorités incontournables d'une politique de gauche.

- **La lutte contre le chômage: la priorité des priorités**

Tout le monde le dit : le chômage représente un formidable gâchis, une injure à la dignité des travailleurs et un véritable cancer social. Dans ces conditions, une mesure immédiate s'impose : la réduction massive du temps de travail, sans perte de salaire.

La promesse de la semaine de trente-cinq heures pour 1985 est passée aux oubliettes. A présent on ne parle plus que restructurations, licenciements, temps partiel, flexibilité, TUC... Toutes formes d'aggravation du chômage, d'accroissement de l'exploitation. C'est-à-dire le contraire de ce vers quoi il faut aller : la reconnaissance effective, pour toutes et tous, du droit à un emploi stable, qualifié et correctement rétribué...

- **La défense du pouvoir d'achat et des garanties sociales.**

Le gouvernement peut se féliciter d'avoir réussi là où ses prédécesseurs avaient échoué : le blocage des salaires, le démantèlement des systèmes d'indexation, la baisse du pouvoir d'achat, la remise en cause progressive des droits acquis en matière de Sécurité sociale et d'indemnisation du chômage...

Amère victoire ! Agir ainsi, pour la gauche, c'est s'attaquer à celles et ceux qui l'ont portée au pouvoir, c'est saper les fondements mêmes des syndicats ouvriers. Ces derniers se sont compromis par leur soutien à cette politique totalement contradictoire avec leur raison d'être : la défense des travailleurs. Le prix, on le voit : l'abstentionnisme ouvrier lors des élections, la désyndicalisation, une crise sans précédent du mouvement ouvrier...

Une politique de gauche, ce ne peut être de favoriser les projets patronaux, ce doit être de défendre les intérêts ouvriers fondamentaux.

- **La lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits.**

La gauche avait promis de rompre avec le passé, de s'engager résolument dans l'insertion des immigrés. De beaux discours pour masquer une réalité sordide qui s'est imposée sous les pressions de la droite et face à la flambée de racisme véhiculé par Le Pen. Du reniement aux licenciements massifs dans l'automobile, avec pour prime le « droit au retour » ; de la répression contre les clandestins à la chasse au faciès ; des expulsions à l'interdiction du regroupement familial, la gauche a largement penché du côté de l'amalgame : « immigration = chômage = insécurité ».

Une vraie politique de gauche, ce serait s'orienter à l'inverse : combattre résolument toute forme de racisme, de discrimination à l'égard des travailleurs immigrés, imposer l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

- **La solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation.**

L'ambition minimum d'une politique de gauche devrait être de faire entendre, au plan international, une autre voix que celle de l'impérialisme. Pas celle de Mitterrand défendant l'ordre néo-colonial en Afrique et au Moyen-Orient, maintenant la France au premier rang des vendeurs d'armes dans le monde, et se targuant d'être le plus fidèle allié des Etats-Unis et de Reagan.

Une politique réellement de gauche devrait être orientée dans le sens : -- de la reconnaissance immédiate du

droit du peuple kanak à l'indépendance ;

— du soutien sans faille au peuple nicaraguayen dans sa lutte pour la liberté, contre l'agression impérialiste ; — d'initiatives de désarmement unilatéral pour renforcer la mobilisation des peuples contre la militarisation, les menaces de guerre et pour la paix ; — d'instauration de nouveaux rapports économiques avec le tiers monde, fondés sur la recherche de l'égalité et non sur l'exploitation et l'oppression.

Bref, l'inverse de la politique actuelle de Mitterrand et du gouvernement !

Voter pour une politique de gauche, c'est voter pour nos revendications pour une politique vraie de changement.

**« L'évolution du chômage est de plus en plus catastrophique. »
(Le Monde)**

2 553 200 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE fin janvier (en données brutes). Soit 28 300 chômeurs de plus en un mois (+ 1,1 %) et 301 100 chômeurs de plus en un an (+ 13,4 %), toujours en données brutes. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans représentent 39,5 % des chômeurs. Le taux de chômage des femmes est deux fois plus élevé que celui des hommes.





Pour demain, ils sont prêts à tout

Les panneaux publicitaires du RPR affichent un jeune couple souriant qui déclare : « Prêts pour demain. » Sourire, jeunesse et changement du côté de la droite ? Il faudrait être bien bête pour se laisser prendre à de si grossiers artifices publicitaires !

La « jeunesse » ? Celle de Chirac, Giscard, Barre et Le Pen, ces vieux chevaux de retour d'une droite qui a régné sans partage durant vingt-trois années. Et qui porte dans ses bagages les guerres coloniales, l'austérité pour les travailleurs et les privilèges insolents pour les riches...

Le « changement » qu'ils nous promettent ? La réaction sur toute la ligne. Ils ne songent qu'à défaire le peu qui a été fait : rétablissement de la peine de mort, reprivatisation des entreprises nationalisées, remise en cause du droit à l'avortement. Les fragiles digues qui s'opposent encore à la montée du racisme et du chauvinisme, ils ne rêvent que de les balayer. Tous se gardent bien de laisser à Le Pen le triste privilège des attaques contre les immigrés. Et leur hystérie anticolonialiste à l'égard de la Nouvelle-Calédonie témoigne assez de ce qu'est leur vrai visage...

Et leur « sourire » découvre leurs dents longues de vieux loups. Façon cow-boys de série B ! D'ailleurs, leur unique modèle, c'est Reagan... Leurs rares idées, c'est auprès de lui qu'ils vont les chercher. Le « modèle américain » — le fameux « libéralisme » si conforme à l'air du temps —, c'est simple et ça peut rapporter gros... à certains. Car ce n'est pas autre chose que la liberté donnée aux puissants d'écraser les faibles, l'encouragement adressé aux riches de s'enrichir sur le dos des pauvres qui s'appauvrissent davantage.

Cette politique-là, appliquée à la France, ce serait l'enfoncement dans la

crise, la régression sociale et des attaques sans précédent contre les travailleurs, les femmes et les jeunes.

Le Pen se charge de dire tout haut ce que pensent tout bas les uns et les autres. Le racisme, la démagogie, la

haine colonialiste : tout cela, en temps de crise, est fort nécessaire à la bourgeoisie pour assurer son pouvoir !

Il faut leur barrer la route. Pas une voix de travailleur pour les Chirac, Giscard, Barre et autres Le Pen !



Le Pen: leur cousin à tous

Le Pen ? Sa démagogie et son passé douteux en font un personnage peu fréquentable aux yeux des états-majors parisiens de la droite. Pourtant, ses 11 % de voix lors des élections européennes font de lui un allié nécessaire de la droite.

Du coup, l'argumentation de la droite se réduit au vieil adage : on choisit ses amis, pas ses parents ! Et Barre de rencontrer Le Pen, Gaudin de voir en lui un « concurrent », pas un « adversaire ». Et Chirac de se dédouaner en accusant... le PS ! Et

un peu partout des caciques de la droite ne se gênent pas pour signer des accords électoraux avec le Front national...

Une éventuelle majorité de droite en 1986 aura Le Pen dans ses bagages. Parce que, en effet, il est bien de la famille. Ils ont besoin de lui pour faire une majorité et lui accorderont la place qu'il revendique. Ils admettront la validité de ses « propositions ». Telle est la force des liens familiaux !



Barrer la route à la droite — pas pour cautionner la gauche — pour aller de l'avant !

Il faut barrer la route à la droite. Mais pour lui dire non, faut-il dire oui à la gauche gouvernementale ? Ce serait oublier que celle-ci mène une politique qui fait le jeu de la droite. Ce serait ne pas voir que, pour battre la droite, il faut une politique offensive. La seule politique anti-droite, ce ne peut être qu'une politique résolument de gauche, pas celle du PS ni celle du PCF !

S'appuyer sur la mobilisation unitaire des travailleurs

L'offensive patronale vise à diviser les travailleurs, en particulier sous les effets désagrégateurs du chômage massif. La politique gouvernementale, en trahissant les engagements qui étaient les siens, a semé désillusions et désorientation dans les rangs ouvriers.

Quant aux directions syndicales, elles se sont concurrencées pour ajouter à la division et au désarroi. Bergeron prône les vertus de l'apolitisme. Maire parle de « nouvelles solidarités » qu'il explore avec... le CNPF. Krasucki, depuis que le PCF a quitté le gouvernement, parle de grève générale, mais ne fait rien concrètement pour la centralisation des luttes...

Résultats ? Des luttes dispersées, isolées, et donc condamnées à l'échec. Des syndicats qui s'affaiblissent. Et un patronat qui, partout, est à l'offensive

pour imposer ses plans anti-ouvriers.

Les travailleurs ont les moyens de renverser la vapeur. Pour cela, il leur faudra jeter tout leur poids dans la balance. Par une mobilisation unitaire, un « tous ensemble » qui oblige à une redistribution des cartes. Préparer une telle offensive, c'est le seul moyen pour faire reculer la droite et le patronat, pour mettre les directions syndicales devant leurs responsabilités et rappeler à l'ordre le PS et le PCF.

Imposer la satisfaction des revendications

Face à une arrogance patronale sans frein et un esprit de capitulation sans limites de la part de la gauche, seule la mobilisation ouvrière peut permettre de remettre la situation sur ses pieds. Pour sortir de la crise, pour réaliser le changement, ce n'est pas les patrons qu'il faut satisfaire, c'est nos revendications :

- la semaine de trente-cinq heures, immédiatement, sans perte de salaire, avec embauches correspondantes ;
- l'augmentation du pouvoir d'achat, l'échelle mobile des salaires, la revalorisation des bas salaires ;
- l'établissement d'indemnités permettant aux chômeurs de vivre décemment ;
- le refus du temps partiel, l'annulation des mesures gouver-

nementales, la reconnaissance du droit à l'emploi pour toutes et tous ; — l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Rompre avec la logique capitaliste du profit

Satisfaire ces revendications, c'est possible et urgent ! A condition d'avoir le courage de bousculer les intérêts patronaux et de s'affronter aux capitalistes et aux privilégiés.

Créer des emplois, tourner l'économie vers la satisfaction des besoins, vaincre le chômage, sortir de la crise : les difficultés sont moins d'ordre économique que politique. Pour aller dans cette direction, il faut effectivement accepter de rompre avec le capitalisme, d'ouvrir la voie au socialisme.

C'est ce courage-là qui fait totalement défaut à la gauche bien pensante qui gouverne depuis quatre ans. Dès lors, il ne pouvait arriver autre chose que ce qui s'est passé : le renoncement au changement, l'alignement sur les volontés patronales, la gestion de la crise... Le socialisme, ce n'est pas un fanion qu'on arbore les jours d'élection, c'est un combat !

Il faut construire et soutenir une vraie gauche, une gauche qui ne capitule pas, qui ne verse pas à droite au premier virage !

« Refus de la flexibilité et force anticapitaliste »

Des militants syndicalistes, des employés, des militants politiques du commerce viennent de lancer un appel adressé aux directions confédérales FO, CFDT et CGT, ainsi qu'aux groupes parlementaires PS et PCF. Pour eux, le refus massif de la flexibilité montre qu'un vaste mouvement unitaire pour l'emploi et la réduction du temps de travail à trente-cinq heures, contre le travail précaire et pour le maintien du cadre hebdomadaire de la durée du travail, est possible. A travers le succès de cet appel apparaît la possibilité de prolonger cette démarche unitaire. Patrick (CGT, FNAC-Etoile), Sophie (CFDT, FNAC-Montparnasse) et Régis (CGT, FNAC-Forum), militants de la LCR, décrivent ici leur action et leurs perspectives.

• Dans quelles conditions avez-vous lancé cet appel et quels sont les liens avec les grèves que vous avez animées à la FNAC ?

Patrick — Les grèves ont joué un rôle considérable. Les deux grèves depuis 1982, sur les salaires, ont donné à tous les employés une connaissance pratique de la politique du gouvernement en matière salariale.

A la FNAC, nous sortons de plusieurs mois de confrontation avec une direction en pointe sur la remise en cause des accords salariaux et des conditions de travail. Ce qui a donné un conflit sérieux en décembre 1984. Ce mouvement était motivé par une autre attaque. Dans le cadre de l'obligation annuelle de négocier, le patron annonçait des mesures s'intégrant parfaitement au cadre général de l'accord sur la flexibilité.

Nous avons eu une grève plus importante que celle de 1982. Il faut ajouter que dans le commerce, la flexibilité est une offensive patronale classique. Les batailles sont légions sur les deux jours de repos consécutifs, le travail à temps partiel, les contrats précaires, le travail le week-end. Donc, chacun savait ce qui lui en coûterait, si l'accord passait.

Quant à l'idée d'un mouvement d'ensemble, elle vient naturellement après qu'on ait mené des grèves isolées sur les acquis. Là encore, l'expérience concrète de l'impuissance d'une action boîte par boîte a été faite. C'est cela qui a motivé l'appel. Concrétiser le tous ensemble, et faire échec au CNPF.

• Qui a signé un tel appel ? Et qui le porte aujourd'hui ?

Sophie — A la FNAC, la LCR est la seule organisation d'extrême gauche. Il y a bien des militants PC et PS, mais ils n'interviennent pas comme tels. Nous mili-

tons avec eux sur le plan syndical. Alors nous avons annoncé la couleur. Oui, la LCR prend l'initiative. Mais cet appel n'a de sens que s'il est assumé unitairement par tous ceux qui sont d'accord.

Il s'agissait d'emblée de dépasser le cadre des militants syndicaux. Nous voulions à la fois le faire circuler largement dans la FNAC, mais aussi dans d'autres boîtes du commerce. La masse de nos collègues représente non seulement un fort courant d'opinion contre la flexibilité, mais aussi une force active qui est capable de prendre en charge ses responsabilités pour peser dans la situation. Tel fut le point de départ de l'appel.

Plusieurs centaines de signatures ont été collectées. Cette collecte a permis un débat général, sur la politique du gouvernement notamment. Il est à noter que le PS s'est mis dans le coup.

• Par rapport au gouvernement, que disent vos collègues ?

Régis — Au niveau des syndiqués, il y a un double sentiment, bien compréhensible. A la fois la politique gouvernementale est perçue comme anti-ouvrière et n'apparaît pas comme en rupture avec celle qui l'a précédée, mais le retour de la droite préoccupe également les gens, à propos notamment de la remise en cause des acquis fondamentaux (temps de travail, récupération, repos compensateurs). Très pratiquement, les gens pensent que ça peut leur coûter cher.

Globalement, ils pensent que cette politique n'est pas de gauche. Ils ne sont pas des « déçus du socialisme » mais plutôt du « non-changement ». Ce faisant, apparaît une certaine paralysie. Les travailleurs entretiennent des rapports de confiance avec les syndicats de la FNAC, mais le problème politique demeure entier.

D'où la nécessité de donner corps à l'idée qu'il faut une politique de rupture avec le capitalisme. Notre appel se situe donc à la charnière de l'activité revendicative, des débats qui traversent le personnel et des réponses qu'on peut y apporter.

• Quel prolongement peut-on envisager à cet appel ?

Patrick — On n'en est qu'au lancement de l'appel. Les gens qui ont la pétition dans leur service doivent la prendre en charge. Le recensement actuel donne un résultat positif. L'objectif est d'avoir une démarche inter-établissements sur cette pétition. Evidemment, la question se pose chez les gens : va-t-on en rester à une pétition avec toutes les limites que cela suppose ? Est-ce que cette démarche sert à une meilleure mobilisation ?

Le cadre du débat est donné et les gens s'expriment. C'est très important. Entre ceux qui ont lancé la pétition, le débat roule sur ce que les uns et les autres ont dit et fait depuis mai 1981. Dès lors, le problème commence à se poser de la manière suivante : allons-nous disparaître à l'occasion des échéances politiques centrales, électorales ou autres, alors qu'on travaille ensemble pour la défense des revendications et contre les offensives patronales et gouvernementales ? Allons-nous retourner chacun dans son parti, ou nous réfugier dans l'abstention ? Ou bien allons-nous discuter des conditions pouvant nous permettre d'intervenir dans ces échéances, d'y peser ?

Il s'agit donc de lier l'unité nécessaire à l'action, la démarche pour un mouvement général et la construction d'une force unitaire dans les grands débats nationaux. Il s'agit de dépasser le stade de groupe de pression pour le transformer en force politique, et de prolonger sur le terrain politique central l'expérience concrète acquise sur le terrain de la lutte unitaire.

• Et l'activité propre de la LCR ?

Sophie — La LCR est très implantée. A la fois par une pratique syndicale de classe et de masse, mais aussi par son intervention propre. Cette activité, notre projet, loin de constituer un étouffoir à l'activité de la LCR, lui impose un travail plus précis, plus régulier, plus global sur ses positions générales. Nous devons faire comprendre aux gens que ce n'est pas la LCR ou rien, mais que nous sommes une force motrice dans l'activité unitaire, que nous sommes utiles également pour bâtir cette force d'intervention sur la scène politique.

Propos recueillis par Jean Lantier



En octobre 1982, grève du personnel de la FNAC-Forum pour le maintien de l'indexation des salaires.

Activités de la LCR

L'inauguration du nouveau local rouennais —

Samedi 23 février, la LCR et les JCR rouennais inauguraient leur nouveau local, spacieux, éclairé, chaleureux, dans la banlieue de l'agglomération. Trois cents personnes sont venues flâner, deviser ou boire un verre.

L'ancien et le nouveau se côtoyaient : Jacques, retraité des Chemins de fer, témoin du combat des trotskystes au cours des années cinquante, comme la camarade des JCR qui présenta brièvement les activités de son organisation dans la jeunesse aujourd'hui. Entre les deux, la génération de ceux qui firent leurs premières armes en Mai 68. Certains sont toujours à la Ligue, d'autres l'ont quittée depuis des années. Mais ils

n'ont pas baissé les bras et chacun se retrouve au cœur de luttes.

L'intervention de Jimmy Ounei, représentant en France du FLNKS, fut l'un des moments d'émotion de cet après-midi fraternel. Il venait saluer la LCR rouennaise qui a baptisé la grande salle où étaient rassemblés les participants de l'inauguration du nom d'Eloi Machoro. La pièce était en réflexion lorsque fut annoncé l'assassinat du dirigeant du FLNKS. Et les militants qui la repeignaient décidèrent de lui dédier cette salle.

Dans une brève intervention, Alain Krivine présenta les propositions de la Ligue. Puis Michèle Ernis, conseillère munici-

pale de Saint-Etienne-du-Rouvray, expliqua en quoi le nouveau local avait aussi vocation à être un lieu de rassemblement et d'échange dans le mouvement ouvrier rouennais.

René Cottrez, travailleur de Renault-Cléon, appela enfin l'attention de tous les participants sur les prochaines batailles qui se profilent à la Régie, en défense de l'emploi.

Militants de la CFDT, de la CGT, de l'Ecole émancipée, de Lutte ouvrière, du PSU, militantes féministes, cheminots, travailleurs de la Régie Renault, des PTT, de la santé et de la chimie se côtoyaient dans la salle et autour du bar.

Meeting à Clermont-Ferrand

Plus de cent cinquante personnes ont assisté au meeting de la LCR à Clermont-Ferrand. Après une intervention d'un militant des JCR, d'un travailleur d'une entreprise en lutte,

d'un représentant du FLNKS, et celle d'Alain Krivine, un long débat fut organisé. Dans la salle, on pouvait noter la présence de beaucoup de jeunes. La section du FLNKS de la

ville était présente avec son propre stand. Après le meeting, une cinquantaine de personnes se retrouvèrent au local de la Ligue, autour d'un pot.

MINEURS FORBACH

«Les gens veulent comprendre»

A Forbach, la course entre rentabilité et sécurité vient de faire vingt-deux morts. Jusqu'à preuve du contraire, les hasards des profondeurs des puits de mine n'y sont pour rien.

« Les gens veulent comprendre et ils voudraient une réponse rapide. La direction leur dira quelque chose, conclut Alfred, employé des HBL (Houillères du bassin lorrain), quitte à dire qu'il y a eu une erreur de tir. De toute façon, le gars qui l'aurait éventuellement commise est mort. Alors... »

Vingt-deux morts, plus d'une centaine de blessés dont certains dans un état grave : le « coup de grisou » du lundi 25 février, au puits Simon à Forbach (Moselle) allonge la liste des morts à la mine. Une étrange unanimité se répand dans les médias : les mineurs

seraient exposés — quelles que soient les précautions prises — aux « vengeances » de la nature.

Quelques rappels simples remettent les choses en place. L'enquête sur la catastrophe de la mine de Merlebach en 1976 n'est toujours pas close. Les raisons de la catastrophe de Liévin n'ont toujours pas été éclaircies. Le drame du puits Simon a toutes les chances à son tour de rester inexplicable durant des années. A Liévin, un juge sincère a été muté. Le pression des directions des entreprises, trouvant que les enquêtes vont trop loin, a toujours de l'effet !

La rentabilité, la « rigueur », la « politique de modernisation » aggravent encore la gamme des risques encourus par les mineurs. « Aujourd'hui, précise Alfred, les chefs économisent le matériel au franc près. » Les conséquences sont faciles à imaginer. Des appareils de mesure des dangers de grisou peuvent manquer, là où ils seraient nécessaires. Les

masques indispensables aux rescapés d'accident aussi. La course à la performance se mesure, certes, aux primes qui figurent sur les bulletins de salaire, en fin de mois. Mais, à mesure que la production par homme s'accroît, les effectifs, eux, évoluent régulièrement à la baisse. Tôt ou tard, ces contraintes de productivité se heurtent aux règles de sécurité, à l'amélioration des

conditions de travail. La politique dite de « modernisation » tue.

Alfred est précis : « Certes, la mine a ses dangers difficilement prévisibles. Un glissement de terrain aura raison de la robustesse de n'importe quelle tasseau. Une poche de grisou peut être prise dans le massif devant le front de taille, à distance des instruments de mesure. Dans ce cas une explosion suffit, tout pète. »

On en revient toujours à la question première : « Les gens veulent savoir. » Mais

ils n'ont pas les moyens de vérifier les causes de l'accident. Il n'ont aucun droit ni pouvoir. Pour que les mêmes causes la prochaine fois n'entraînent pas les mêmes effets, il faut répondre à cette angoisse. Ce qui reviendrait à donner aux mineurs le droit de contrôler eux-mêmes les conditions de travail et d'exploitation. Les Charbonnages de France ont beau être une entreprise d'Etat, les travailleurs n'ont pas plus qu'eux le droit de contrôler leur propre vie.

Michel Morel



Editorial des feuilles d'entreprises

Cantonales : les grandes manœuvres

Les cantonales des 10 et 17 mars révèlent les appétits de droite et d'extrême droite, ainsi que les démissions d'une gauche divisée et affaiblie. En fait, la course au pouvoir est lancée en vue du grand rendez-vous des législatives de 1986.

Où est la gauche ?

Dans leur division extrême, PS et PCF ne sont au fond d'accord que sur une chose : faire oublier la politique d'austérité qu'ils ont appliquée en commun au gouvernement. Cette politique, indéfendable devant les travailleurs qui les ont portés au pouvoir, leur impose de pratiquer l'esquive. Le PS, loin de revendiquer haut et fort ce qu'il a fait au gouvernement, en est réduit à se raccrocher à l'unique thème anti-Le Pen. En soulevant cette importante question, il n'en essaye pas moins de diviser la droite, faire du tortionnaire un simple épouvantail propre à faire oublier le chômage et l'inflation.

Le PCF, lui, se lave les mains de tout cela. Epousant dans son nouveau discours le sentiment de rejet de la politique, il prétend parler au-dessus de la mêlée des vrais problèmes pour mieux masquer qu'il ne possède aucune solution immédiate au vaste gâchis et aux trahisons de la gauche. Lui, il en est réduit à attendre le retour de la droite, pensant que cela se fera plus au détriment du PS, demeuré seul au gouvernement.

La droite, d'élections en élections, durcit son programme, poussée par une extrême droite agitée. Les intentions de Barre et Chirac apparaissent de plus en plus comme un discours de

combat contre la classe ouvrière, ses organisations et ses acquis sociaux.

Droite-Le Pen : à quand le mariage ?

La droite est divisée par Le Pen. Pas d'accord national, dit-elle, mais des accords locaux. L'alliance commence donc déjà. Pire, la pénétration de l'idéologie raciste, élitiste, anti-égalitaire fait des ravages dans les états-majors de l'UDF et du RPR. Partout infiltrés sous diverses étiquettes, les agitateurs fascistes montrent par leur présence qu'il n'y a pas une droite propre et une extrême droite sale, mais un mouvement de fusion des thèmes politiques.

Le mariage droite-Le Pen n'est pas consommé, mais les fiançailles sont annoncées.

Alors, pour qui voter ?

• D'abord pour celles et ceux qui, à gauche, ont condamné et lutté contre l'austérité de gauche du PS et du PCF : la LCR, présente dans plusieurs cantons, ainsi que d'autres partis se situant clairement à gauche de la gauche.

• Par défaut, pour ne pas porter la moindre responsabilité dans la montée de la droite, et malgré leur politique d'austérité, pour le PS et le PCF. Pas de gaieté de cœur. Mais l'abstention n'est pas une sanction, et vu ce qu'est le mécanisme électoral à deux tours, elle ne profiterait qu'à Le Pen et à la droite.

Partout, au second tour, il faudra faire barrage à la droite, pas pour approuver la gauche, mais pour faire obstacle au désir de revanche des battus du 10 mai 1981.

SNCF METZ

Reprise faute d'extension

Depuis trois semaines, les cheminots de Conflans-Jarny, dans la région de Metz, luttent contre les menaces de fermeture d'un atelier d'entretien du matériel. Faute d'extension du mouvement, ils ont dû reprendre le travail.

• De notre correspondant.

Après trois semaines de grève, les deux cents cheminots de l'atelier et du dépôt de Conflans-Jarny, de la région SNCF de Metz, ont décidé de reprendre le travail. En lutte avec occupation des locaux et blocage du trafic, ils n'ont pas réussi à faire reculer la SNCF, dans la mise en œuvre de son plan de restructuration régionale, conduisant au démantèlement et à la fermeture de certaines activités ferroviaires ainsi qu'à la mutation de quarante-quatre travailleurs (voir Rouge du 22 février).

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Transports interpellé par les travailleurs, prétendait se refuser à intervenir sur les choix économiques de l'entreprise. Au nom de l'« autonomie de gestion », il n'a pourtant pas hésité à apporter son soutien spectaculaire aux dirigeants de la SNCF, en ordonnant l'intervention de trois cents CRS pour « dégager les locaux occupés » au matin du 20 février. Cette intervention policière a donné lieu à des débrayages immédiats, dans certains autres établissements de la région. Plus de cinq cents cheminots se sont rassemblés dans la journée, aux portes du dépôt occupé par les flics.

Mais les cheminots non grévistes de l'exploitation du centre de Conflans-Jarny

acceptaient de travailler sous surveillance policière. Les postes d'aiguillage remis en service, le trafic était rétabli sur les lignes du bassin ferrifère. Malgré la solidarité de nombreux militants combattifs, l'absence d'extension du mouvement de grève, après trois semaines de lutte, est durement ressentie par les grévistes. Il faut dire que les structures syndicales régionales n'ont pas mis le paquet pour avancer cette perspective d'extension. L'unité d'action de la CGT, de la CFDT et de FO, réalisée localement, pouvait se traduire régionalement par un appel commun à l'action, de l'ensemble des cheminots. Car aucun d'entre eux n'est aujourd'hui à l'abri de la restructuration qui s'opère. Une véritable menace d'extension du mouvement à d'autres « résidences », sur la base de revendications communes, aurait permis d'apporter un ballon d'oxygène à cette lutte et contraint la SNCF au recul. Il n'en fut rien. Et lors de la dernière réunion de négociation, obtenue après le départ des flics en échange de l'accord tacite de l'inter-syndicale de ne pas réoccuper le centre, la direction régionale a confirmé ses décisions antérieures. S'engageant toutefois à reclasser sur place treize des quarante-quatre agents mutés au 1^{er} janvier 1986.

Rémy Bour

CHEVENEMENT

Le b-a, ba de l'union nationale

Chevènement met l'histoire et l'instruction civique au menu des petits soldats de la guerre économique. Leur mission : défendre l'entreprise française. Leur arme : la technologie nouvelle. Exécution !

« L'élève devra connaître les quatre opérations, les principales figures géométriques et commencer à utiliser la règle de trois. L'élève devra savoir lire et écrire, etc. » Il n'en fallut pas plus pour que le *Quotidien de Paris* titre « Bravo Chevènement ! » et que *France-Soir* ironise : « Révolutionnaire ! les enfants devront apprendre à lire. »

Au fond, que change le ministre dans les programmes de l'école primaire ? Il n'effleure pas les méthodes d'enseignement : l'apprentissage de la lecture par méthode globale ou méthode syllabique reste du ressort de l'instituteur. Il ne donne pas aux écoles plus de moyens ; au contraire, des classes sont supprimées. Il ne modifie pas profondément le contenu des connaissances à acquérir.

Au plus, il met un bémol sur les « activités d'éveil », des activités censées conduire l'enfant à se repérer dans le temps et dans l'espace, autrement qu'avec le seul apprentissage de l'histoire et de la géographie. Ces méthodes retrouvent désormais leur spécificité. Les nouvelles instructions incitent également à réduire les redoublements en cours préparatoire, en étalant l'apprentissage de la lecture sur deux ans.

Peu de changement donc dans la pratique quotidienne des instituteurs dans leurs classes. Mais qu'importe à Chevènement. Il reste l'effet médias. En se posant en défenseur de l'acquisition des connaissances, il caresse l'idée que les enfants n'apprennent plus rien à l'école. En réhabilitant l'effort et la mémorisation, il alimente l'opinion selon laquelle le pédagogisme a produit la crise de l'école, et non l'inverse.

Les fondements du discours ministériel

Tel est le premier fondement du discours ministériel : mettre les « rétro-

Un appel à Saint-Etienne-du-Rouvray

Monsieur le Recteur,
Malgré les discours « rénovants » et pédagogistes de notre ministère, la politique du présent gouvernement (et nous en sommes désolés et déçus), brade de manière scandaleuse l'éducation publique (au profit d'une « autre » éducation...).

Depuis trois ans, le collège Paul-Eluard de Saint-Etienne-du-Rouvray reçoit la même « aumône » budgétaire.

De plus, cette année, nous avons appris que 41 heures 30 d'enseignement nous étaient supprimées, soit deux postes et demi.

Devrons-nous porter cornettes et soutanes pour récupérer ? Telle n'est pas notre volonté, et nous nous mobilisons dès à présent.

Veuillez agréer, Monsieur le Recteur, nos salutations laïques.

Le 14 janvier 1985.
FCPE, SNI-PEGC, SNES, SGEN-CFDT, SNETP-CGT, non-syndiqués.

raleurs » de son côté ; chevaucher le mouvement de réaction, produit de l'impuissance de la gauche à conduire une réelle démocratisation de l'école.

Le deuxième objectif de Chevènement est de dégager un consensus avec la droite. « Il faut que l'école rassemble, non qu'elle soit le prétexte de divisions stériles », répète sur tous les tons le ministre de gauche qui a contresigné les lois antilaisques. On retrouve



Avec Chevènement, retour à la normalisation.

là le tournant radical du CERES : « M. Chevènement souhaite que la gauche effectue une « révolution politique et morale », pour faire du Parti socialiste ce que le Parti radical a été à la III^e République (1). » Toujours un pas en avant de Mitterrand ! Préfigurant ce projet, Chevènement a endossé la jaquette de Jules Ferry. Plus prosaïque, un lecteur du *Monde* suggérerait que « ses amis de l'opposition conservent à Jean-Pierre Chevènement un poste qu'il occupe actuellement si bien (2) ».

Troisième temps de la manœuvre : Chevènement donne un contenu au pacte de « résistance républicaine » : c'est l'union nationale pour faire face à la « véritable guerre économique, culturelle et technologique dans laquelle l'indépendance de la France risque de sombrer (3) ». Et le ministre de rédiger toutes ses instructions dans le style des dernières nouvelles du front. L'Education nationale lui offre un poste de combat privilégié dans deux directions : l'enseignement du patriotisme aux nouvelles générations, et leur préparation aux nouvelles technologies. L'un et l'autre entrent à l'école primaire, avec l'introduction de l'instruction civique — tombée en désuétude — et de la technologie, notamment informatique.

« Il nous faut redonner vie au sentiment national, qui a su se magnifier lorsque le destin de la France était en jeu, en rap-

pelant sans cesse que la compétition économique et technologique que nous vivons aujourd'hui représente une véritable situation de guerre », s'exclame le nouveau chantre du « radical-socialisme ». D'où la réhabilitation de l'histoire nationale : « Savoir ce qu'est la France, ce qu'est la République, comment elle s'est construite, au prix de quels conflits, à la merci de quelles ambitions, grâce à quelles volontés, telle est la première exigence de l'instruction des enfants dans notre pays. »

D'où également la culture de l'esprit de défense : « Il convient, si vous me permettez l'expression, de banaliser l'enseignement de défense (4). »

Union sacrée derrière les profits

Le leader de la « gauche » du PS travaille ni plus ni moins à reconstruire les valeurs idéologiques de la République, à donner aux bourgeois une leçon de détermination. Décidément, bravo Chevènement !

Le patriotisme qui, du temps de Jules Ferry, préparait la revanche, contribue aujourd'hui à affronter la compétition économique. L'école au service de l'union nationale, mais aussi au service de l'entreprise. Chevènement vient de publier ses

SGEN-CFDT

De Savary à Chevènement

Curieuse interview de Jacques Julliard, dans le dernier numéro de *Syndicalisme universitaire*, mensuel du SGEN-CFDT, qui ne s'y prendrait pas autrement pour préparer un recentrage pro-Chevènement. C'est que l'accord politique de fond passe avant les polémiques pédagogiques.

Qu'on en juge : « Dans le discours de Chevènement, il n'y a rien qui m'ait réellement choqué (...) Faites attention (...) Il y a beaucoup d'aspects modernistes dans son texte. L'ensemble est assez équilibré. Certes (...) il y a une

vision de la citoyenneté (...) assez étroite (...) Mais l'idée de l'instruction civique, on est plutôt pour (...) Il faudrait le lui dire. Et les points sur lesquels on n'est pas d'accord, l'idée d'envoyer les profs de droit pour faire des cours d'instruction civique, par exemple, il faudrait lui demander de s'expliquer. J'ai bien vu que vous étiez contre. Je n'ai pas bien compris ce qu'il y avait de grave dans ce qu'il avait dit (...) »

Et le mensuel *SU* de titrer : « Le prochain invité de "SU" : Jean-Pierre Chevènement ? »

œuvres ministérielles en livre de poche, sous le titre évocateur *Apprendre pour entreprendre* (5). C'est la deuxième direction de son action : avec le rassemblement, la modernisation. Il écrit ainsi : « Face à la montée du condominium technologique nippo-américain, ceux qui ne seront pas capables de tirer profit des gains de productivité considérables que recèle la diffusion des technologies nouvelles perdront pied et s'enfonceront dans la décadence (5). » Professionnalisons donc les études, jumelons les écoles (« qui ne sont pas le cocon ») et les entreprises (« qui ne sont pas l'enfer »), décentralisons la gestion au plus près des bassins d'emploi. Le dernier-né des diplômes universitaires, le « magistère », sanctionnera une formation type « grande école » professionnelle.

L'union sacrée derrière le taux de profit : c'est avec cette ligne que Chevènement s'efforce de décerveler le peuple de gauche.

Nicolas Jeanson

1. Jean-Louis Andréani, *le Monde* du 1^{er} février 1985.
2. *Le Monde* du 19 février 1985.
3. Discours au colloque « Etre citoyen », les 22 et 23 novembre 1984.
4. Extraits d'une allocution à l'Institut des hautes études pour la Défense nationale, le 14 janvier 1985.
5. *Apprendre pour entreprendre*, Jean-Pierre Chevènement, Livre de poche.

NICARAGUA

Reagan prépare l'escalade

Plus que jamais, le Nicaragua libre est en danger. Les récentes déclarations de Reagan n'ont rien de surprenant pour qui a suivi, depuis quatre ans, la guerre menée par les Etats-Unis contre la révolution sandiniste. Mais elles constituent, pour la première fois, une reconnaissance publique du but poursuivi : liquider la révolution sandiniste et préparer la voie à une escalade.

« Nous essayons d'évincer les sandinistes », a déclaré Reagan le 21 février. A défaut d'atteindre directement cet objectif, l'administration américaine voudrait inciter le gouvernement nicaraguayen à changer de nature... jusqu'à ce qu'il n'ait plus rien de révolutionnaire !

Pour y parvenir, la Maison-Blanche eut recours aux pressions diplomatiques. Avant les élections du 4 novembre dernier, l'offensive conserva un caractère indirect, par l'intermédiaire d'Arturo Cruz et de la Coordination démocratique nicaraguayenne. Depuis, elle est devenue directe et vise à amener le gouvernement de Managua à un « partage du pouvoir ». C'est-à-dire à une négociation avec la contre-révolution armée.

La solution militaire

Les sandinistes ont rendu publique une proposition d'amnistie pour les mercenaires qui déposeraient les armes, proposition qui eut pour effet premier de diviser un peu plus la « contra ». Ils ont réitéré à l'adresse des Etats-Unis leurs appels à un dialogue véritable. Mais ils ont refusé les conditions de Reagan. Ce dernier a donc mis fin aux tractations diplomatiques, montrant ainsi son véritable visage, tout comme il l'avait fait à l'automne dernier, en refusant de ratifier l'acte de Contadora, après que le Nicaragua l'eut signé.

Confronté à l'échec de ses manœuvres diplomatiques, l'impérialisme a aujourd'hui recours à la force pure et simple. Son discours n'est, de ce point de vue, qu'un arsenal idéologique destiné à justifier une nouvelle escalade dans l'intervention militaire.

Tous les éléments du dispositif sont en place. Les tentatives d'intimidation s'appuient sur les manœuvres militaires conjointes que le Pentagone met en œuvre au Honduras ou la circulation, à partir du mois de juillet, de vingt navires de guerre nord-américains, au large des côtes centro-américaines.

La guerre d'usure menée aux frontières du pays par

des dizaines de milliers de mercenaires armés par la CIA se développe parallèlement. Leurs attaques se sont intensifiées à la mi-janvier dans les départements de Jinotega et d'Esteli où l'on recense des dizaines d'attaques de coopératives, d'enlèvements collectifs, de sabotages d'objectifs économiques. Ces attaques sont enfin relayées par le survol permanent du territoire par des appareils américains et honduriens. Ce faisant, le terrain est en permanence préparé pour une possible intervention directe.

De nouveaux prétextes

Aujourd'hui, la justification de telles actions a changé. L'argument initial, concernant de prétendus transferts d'armes entre le Nicaragua et la guérilla salvadorienne, a fait long feu. En quatre ans, même la CIA n'a pas réussi à intercepter le moindre fusil ou la moindre munition ni à apporter la moindre preuve.

Reagan se trouve dès lors contraint de jouer cartes sur table. Il s'agit bien d'« évincer les sandinistes ». Pour cela, il commence par



Plus que jamais, la solidarité !

contester la légitimité du gouvernement et affirme que les sandinistes n'étaient qu'un des éléments de la révolution contre Somoza, les « combattants de la liberté » (c'est-à-dire les contras) formant le reste. Un mensonge qui permet de nier le passé somoziste de ces mercenaires et de fournir une certaine légitimité aux prétentions de la bourgeoisie en exil, à celles des Robelo, Cruz ou de la hiérarchie catholique.

Deuxième argument employé par le chef de l'exé-

tif américain : le gouvernement du Nicaragua est « totalitaire », « cruel » et les élections du 4 novembre 1984 n'ont constitué qu'un simulacre destiné à le conforter. Ce qui permet de rappeler que de « véritables » élections font partie des conditions avancées par Reagan pour accepter de négocier.

La conséquence de cette rhétorique est limpide : les mercenaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), basées au Hon-

duras, et de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), au Costa-Rica, sont des « frères » et il faut les aider. Le but premier de cette plaidoirie est donc bel et bien de convaincre le Sénat d'accorder à ces derniers l'aide de quatorze millions de dollars prévue. Le 15 janvier dernier, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires interaméricaines, Langhorne Motley, affirmait déjà que l'administration républicaine allait faire l'impossible pour que le Congrès

approuve l'octroi de cette aide.

Plus que jamais la solidarité

A plus long terme, cette croisade idéologique vise à préparer l'opinion américaine et mondiale à l'éventualité d'un nouveau Grenade, en essayant de dissiper les craintes de ceux qui redoutent plutôt l'enlèvement d'un nouveau Vietnam. Avec l'image présentée par Reagan d'une clique au pouvoir « non choisie par le peuple », quel politicien américain oserait contester la légitimité d'une intervention directe ?

La première tâche de la solidarité internationale envers la révolution sandiniste doit donc être d'abord de déchirer ce tissu de mensonges, dont on ne peut douter qu'il trouvera un écho complaisant dans les médias en Europe.

Il convient ensuite d'apporter un soutien matériel, objectif particulièrement important en raison de la crise économique causée par l'agression. Le gouvernement a par exemple été récemment obligé d'effectuer une dévaluation, ainsi que des coupes claires dans les subventions étatiques aux produits de première nécessité. Il a cependant garanti la restauration du pouvoir d'achat des travailleurs par des compensations salariales, et surtout un contrôle populaire de la distribution des biens de première nécessité. C'est cet effort qu'il faut à tout prix soutenir.

Sophie Joanny



XII^e CONGRES MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

L'internationalisme vivant

La IV^e Internationale vient de tenir son XII^e Congrès mondial, au terme d'un débat mené dans l'ensemble de ses sections.

Comme lors de chaque congrès, la présence de centaines de militants venus des quatre coins du monde fut une manifestation vivante d'internationalisme.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du bureau du secrétariat unifié de l'Internationale.

Le XII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale s'est tenu au mois de janvier dernier. Il a rassemblé environ deux cents délégués, délégués fraternels, observateurs et invités.

Six résolutions étaient à l'ordre du jour du congrès :

— Une résolution sur la situation mondiale, faisant le point sur les effets et les développements de la crise dans les différents secteurs de la révolution mondiale, sur les axes de lutte contre l'austérité et la militarisation, sur les activités et les campagnes prioritaires de l'Internationale et de ses sections.

— Une résolution sur les enseignements et les perspectives de la révolution en Amérique centrale, qui s'attache à dégager les leçons stratégiques de la révolution nicaraguayenne et à définir le cadre actuel de la campagne de solidarité contre l'intervention impérialiste, avec les peuples du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. Les discussions ont porté notamment sur la nature du pouvoir sandiniste, sur sa politique économique, et sur la situation présente de la révolution au Salvador.

— Une résolution intitulée « Révolution et contre-révolution politique en Pologne », qui revient sur la plus importante expérience de soulèvement de masse contre la bureaucratie, sur les acquis de Solidarité, sur les tâches de la résistance sous le régime du général Jaruzelski.

Outre ces trois documents qui traitaient des principales questions d'actualité internationale, deux autres abordaient des questions programmatiques de portée plus générale :

— La première, sur l'actualité de la théorie de la révolution permanente et la notion de gouvernement ouvrier et paysan, réaffirme la validité et l'actualité du cadre programmatique général de formation de la IV^e Internationale à la lumière des principaux

événements en cours de la lutte des classes.

— La seconde, intitulée « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », poursuivant et concluant une discussion initiée au précédent congrès mondial, systématise les enseignements de la dégénérescence bureaucratique des premiers États ouvriers et des luttes antibureaucratiques, sur la question des rapports entre le pouvoir révolutionnaire et la démocratie (rapports entre partis, syndicats et États après la révolution, garantie des droits démocratiques, pluralisme, caractère fonctionnel de la démocratie du point de vue de la planification économique...).

— Enfin, un rapport écrit et oral sur « L'étape actuelle de construction de la IV^e Internationale » a défini les perspectives et les tâches pour les années à venir, abordant notamment la question des rapports entre l'Internationale et ses sections et d'autres courants révolutionnaires, la question de la transformation sociale des sections et de leur enracinement dans les secteurs industriels clefs et les mouvements populaires, la question du fonctionnement et des structures de direction de l'Internationale en tant que telle.

Toutes ces résolutions ont fait l'objet de rapports et de contre-rapports présentés soit par des tendances internationales déclarées (il y en avait deux), soit par des délégués représentant la majorité de leurs sections respectives. Les documents présentés par la majorité sortante au secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale ont tous obtenu une large majorité, allant de 66 % à 80 % des mandats selon les sujets. Ils feront ultérieurement l'objet d'une publication spéciale.

Le congrès a d'autre part pris connaissance de rapports d'activité écrits de la direction sortante sur l'ensemble de son ac-

tion et sur la politique de formation des cadres. Une part importante des travaux a été consacrée à des réunions et à des rapports de commissions sur la situation de certaines sections. Sur rapport de la commission des mandats, cinq nouvelles sections de la IV^e Internationale ont été reconnues par le congrès (Brésil, Uruguay, Equateur, Sénégal, Islande), ainsi que de nouveaux groupes sympathisants dans plusieurs pays. Au total, l'Internationale est aujourd'hui présente dans une cinquantaine de pays.

Au terme de ses travaux, le congrès a élu le nouveau comité exécutif international (CEI), plus réduit numériquement que le précédent, afin d'en améliorer le fonctionnement et la régularité. Le CEI a lui-même élu un secrétariat. Le comité exécutif, composé de membres provenant de vingt-sept sections différentes, et le secrétariat, composé pour l'heure de membres de douze

sections différentes (il est rééligible par chaque CEI), ont la charge de diriger l'Internationale jusqu'au prochain congrès mondial.

Ouvert par un hommage aux militants disparus depuis le dernier congrès mondial, le XII^e Congrès de la IV^e Internationale s'est clos sur une déclaration de solidarité avec tous les militants et combattants de la lutte anti-impérialiste, anticapitaliste et antibureaucratique partout dans le monde. Outre les résolutions générales d'orientation, il a adopté une série de motions de solidarité avec la lutte du peuple kanak, avec la grève des mineurs britanniques, avec les mobilisations antiguerre du 20 avril prochain aux États-Unis, avec la lutte de libération du peuple irlandais, avec les prisonniers politiques de Syrie, avec nos camarades emprisonnés au Japon.

Bureau du secrétariat unifié (SU)
de la IV^e Internationale,
18 février 1985



A l'exemple de la LCR en France, les sections de la IV^e Internationale organisent la solidarité avec le peuple kanak.

Victoire pour le peuple kanak

La lutte du peuple kanak pour l'indépendance a connu ces dernières années une importante accélération. Le congrès de fondation du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS), de septembre 1984 a, dans ce contexte, constitué un pas en avant supplémentaire dans la radicalisation du combat des masses kanakes opprimées. Le boycott électoral du 18 novembre dernier a ensuite marqué un nouveau rapport de forces sur le terrain et contraint, dans un premier temps, le gouvernement impérialiste français de François Mitterrand à certaines concessions verbales. Cependant, ce dernier reste accroché à la perspective d'une solution néo-coloniale niant les droits du peuple kanak à l'autodétermination et garantissant le maintien des intérêts de l'impérialisme français et des colons blancs.

C'est dans cette perspective qu'a été élaboré le plan Pisani. Cette volonté de l'impérialisme français l'a conduit à multiplier les actions répressives contre la population kanake et les militants du FLNKS (assassinat d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro, désarmement des Kanaks, perquisitions dans les tribus, etc.). Cet approfondissement de la brutale répression coloniale a aussi été marqué par l'instauration de l'état

d'urgence, dont l'application est essentiellement orientée vers le musélement des mobilisations indépendantistes kanakes et par l'envoi de nouveaux renforts militaires.

La IV^e Internationale appelle à la création d'un mouvement de solidarité avec la lutte du peuple kanak pour l'indépendance. De nombreuses actions peuvent être entreprises en ce sens : pétitions, délégations auprès des ambassades françaises, manifestations unitaires, prises de position officielles du mouvement ouvrier et démocratique, campagne de dénonciation de la politique coloniale et militariste française dans le Pacifique, etc.

Nous appelons au retrait immédiat des forces d'occupation françaises et soutenons l'exigence du FLNKS pour une indépendance totale et immédiate des Kanaks.

— Non à l'engrenage de la guerre coloniale !
— Halte à la répression, victoire pour le peuple kanak !
— Solidarité internationale avec la lutte du FLNKS et du peuple kanak pour l'indépendance !

Congrès mondial
de la IV^e Internationale,
janvier 1985

Stand de la IV^e Internationale à la fête LO-LCR en mai 1983.



8 MARS

Rassembler les forces féministes

Contre l'offensive de la droite et contre les mesures du gouvernement de gauche qui vise à enfermer les femmes dans leur rôle d'épouses et de mères, le 8 mars 1985 doit être l'occasion de rassembler les forces féministes pour préparer les luttes à venir.

Et le 8 Mars cette année ? La journée internationale de solidarité et de lutte des femmes n'aura pas l'éclat qu'elle a pu avoir les années précédentes. Peu de monde en parle, à l'exception des féministes. Le 8 Mars 1985 sera le symbole des difficultés de la situation.

A l'occasion de la loi antisexististe, certains ont enterré le féminisme. La loi n'a d'ailleurs toujours pas vu le jour. L'offensive idéologique de la droite bat son

plein, des croisades de l'Eglise pour restaurer l'ordre moral aux déclarations de Chirac et de Barre nous promettant la suppression du remboursement de l'avortement (et pourquoi pas de l'avortement tout court ?) pour redresser la démographie de la France « mise en péril par les hordes des hommes du Sud ».

Cette offensive trouve ses relais dans la gauche traditionnelle sur laquelle les femmes avaient pourtant massivement fait porter leurs espoirs en mai 1981. On voit aujourd'hui la gauche devenir ouvertement nataliste. On la voit, sous prétexte de crise, abandonner son discours sur l'égalité et brader l'emploi des femmes à un patronat toujours plus vorace. Tel est le sens des mesures prises récemment : le congé parental rémunéré à partir du troisième enfant et l'incitation au travail à temps partiel.

Les syndicats, de leur côté, ont entériné avec de faibles protestations la loi sur la famille qui enferme les femmes dans leur rôle de mères au foyer.

Dans un tel contexte, l'expression féministe et la mobilisation des femmes marquent le pas. Cependant, les idées féministes et les acquis des luttes ont laissé une telle empreinte qu'un essoufflement conjoncturel ne saurait les balayer. A travers leurs luttes, les femmes ont conquis des droits et elles ne s'en laisseront pas déposséder. Droit à maîtriser leur maternité mais aussi le droit à l'emploi à égalité avec les hommes. C'est de cela que témoigne le nombre toujours grandissant de femmes à la recherche d'un emploi salarié. C'est dire que, malgré les discours, malgré le poids des médias, les femmes ne sont pas prêtes à sacrifier l'idée, chèrement acquise, de leur nécessaire indépendance. C'est dire qu'elles ne sont pas prêtes à retourner sagement à la maison.

Alors le 8 Mars 1985 ? Ce sera l'occasion de regrouper les forces, de débattre, d'affûter les arguments mais aussi

d'élaborer les actions pour susciter une mobilisation large des femmes afin d'enrayer l'offensive, d'empêcher que les acquis soient remis en cause ou rognés.

A Paris, deux initiatives sont d'ores et déjà annoncées. Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) organise, le 2 mars toute la journée, un forum sur « La place des femmes dans la société », dans ses locaux (square Sainte-Irénée). A partir d'une enquête réalisée auprès de mille femmes, trois débats sont prévus : « Pour une réelle autonomie par le droit à l'emploi », « L'accueil des enfants dans la société », « Femmes et pouvoirs ». Des féministes, des syndicalistes, des femmes de partis politiques ont été invitées à ce forum, pour une large confrontation.

Les associations féministes regroupées dans la Maison des femmes (cité Prost) organisent, pour leur part, plusieurs activités et débats à partir du vendredi soir 8 mars et pendant tout le week-end. C'est

ainsi que plusieurs débats se tiendront à la Maison des femmes même : le samedi 9 de 14 heures à 20 heures, « Les femmes immigrées » avec la présence de nombreuses associations de femmes immigrées et « Politique familiale et droit à l'emploi » : le dimanche après-midi, deux autres débats : « Les violences sexistes » et « Les nouveaux modes de procréation ». Le samedi soir, enfin, une grande fête des femmes clôturera la journée.

Partout où c'est possible, de telles initiatives doivent être prises dans les villes et dans les entreprises. Susciter aujourd'hui des débats autour du Plan famille, sur le droit à l'emploi des femmes, prendre position contre les mesures de généralisation du travail à temps partiel, regrouper les forces susceptibles de défendre les droits des femmes : tel est le sens que nous devons donner à ce 8 Mars. Celui d'un relais pour les luttes à venir.

Sonia Folloni



Les réactions aux mesures sur le temps partiel

Plusieurs réactions ont suivi l'annonce des mesures prises par le gouvernement mercredi dernier pour développer le travail à temps partiel. Ces mesures n'ont en fait été approuvées que par peu de monde.

D'un côté, le CNPF juge les mesures gouvernementales trop timorées. Il réclame « des incitations suffisantes » pour les entreprises, sous la forme d'un allègement des charges.

Du côté des syndicats, CGT et FO maintiennent leur opposition. La CGT, pour sa part, appelle ses organisations à intervenir « afin d'empêcher la casse des emplois à temps plein et leur remplacement par des postes de travail à temps partiel ». La CFDT, qui n'arrête pas de vanter les charmes « du partage du travail » et du « temps choisi » est elle-même « réservée ». Ce qui ne l'empêche pas de tendre la perche au patronat, en réclamant à corps et à cris la « réouverture des négociations sur la flexibilité ».

En fait, il n'y a guère que Maurice Pagat, le secrétaire général du Syndicat des chômeurs, pour se satisfaire — un peu rapidement — de ces mesures. Il fait ainsi l'économie d'une analyse : on ne combat pas le chômage et on ne défend pas l'emploi en acceptant l'institutionnalisation de la précarisation.

Mais il y a une réaction dont ni la presse ni les médias n'ont voulu se faire l'écho : celle des organisations féministes. Un hasard ?

Voici intégralement leur communiqué de presse, daté du 20 février 1985, et contresigné par la Coordination des groupes femmes, le Mouvement français pour le planning familial, le GRIEF, la Coordination européenne des femmes, le Collectif féministe contre le racisme :

« Les associations féministes cosmopolites, soucieuses de défendre les intérêts des femmes, notamment leur autonomie financière, s'élèvent contre les mesures que vient d'adopter le Conseil des

ministres du 20 février, destinées à favoriser le développement du travail à temps partiel.

« Ces mesures visent en tout premier lieu les femmes qui constituent 87 % des salariés à temps partiel.

« Elles sont contraires à l'esprit même de la loi sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, prise à l'initiative de ce même gouvernement.

« Les femmes ne veulent pas être les boucs-émissaires de la crise.

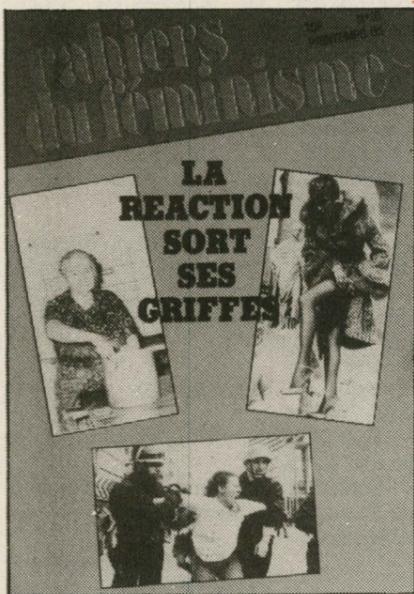
« Nous ne voulons pas de ces mesures, mais nous voulons la réduction du temps de travail pour toutes et la création d'équipements collectifs correspondant aux besoins.

« Le 8 Mars, journée internationale des femmes, sera pour elles l'occasion de réaffirmer leur droit à l'emploi et à l'autonomie financière. »

Vient de paraître

Sommaire

Editorial	
8 Mars, mémoire et luttes féministes	p. 3
En France, si vous saviez	
Les femmes et le travail à temps partiel : entretien avec Danièle Kerigout	p. 4
En bref	p. 8
Dossier	
La réaction sort ses griffes	p. 9
Paris, laboratoire social de la droite	p. 10
Le Figaro-Magazine : une idéologie de choc	p. 14
La femme « vert de gris »	p. 16
L'offensive conservatrice de Thatcher	p. 18
« Être femme sous le III ^e Reich »	p. 20
Viens d'ouest	p. 22
En bref	p. 25
Si toutes les femmes du monde	
Brest : multinationales et main-d'œuvre féminine	p. 26
Grande-Bretagne : lutte des mineurs et combat des femmes	p. 28
L'une a aimé, l'autre pas	
« Rendez-vous à la crèche » de C. Guéhen et H.F. Leveau	p. 30
« Le Corps des femmes », un livre d'E. Shorter	p. 32
« Mouvements de femmes en Amérique latine : nouveaux espaces de lutte »	p. 34



Vient de paraître

